

■ Novembre 2017
■ INJEPR-2017/08

Enquête RAY-MON 2015-2016: rapport final de la France

Évaluation du programme européen

Erasmus+ Jeunesse en action

FRANCINE LABADIE

- **Coordinatrice de l'Observatoire (INJEP), relations internationales**
- Commanditaire : Agence du service civique / Agence Erasmus + France Jeunesse & sports



Enquête RAY-MON 2015-2016 : rapport final de la France

**Évaluation du programme européen
Erasmus+ Jeunesse en action**

Francine Labadie

Pour citer ce document

Labadie F., 2017, *Enquête RAY-MON 2015-2016 : rapport final de la France. Évaluation du programme européen Erasmus + Jeunesse en action*, INJEP Notes & rapports/Rapport d'étude.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
Le réseau RAY.....	5
L'enquête RAY-MON dans le protocole d'évaluation du programme Erasmus + : Jeunesse en action : caractéristiques et méthodologie	6
Positionnement et portée de l'enquête RAY-MON.....	6
Méthodologie de l'enquête « RAY-MON ».....	7
Plan	10
PREMIÈRE PARTIE. CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS, DES PARTICIPANTS, DES RESPONSABLES DE PROJET	11
Les projets	11
Type d'actions.....	11
Projets et objectifs du programme /thématiques abordées.....	13
Projets et organisations.....	16
Les participants.....	19
Caractéristiques individuelles.....	19
Sources d'information, motivations à participer, satisfaction par rapport au projet.....	26
Les responsables de projets.....	29
Caractéristiques individuelles.....	29
Rôle des PL dans le projet.....	32
DEUXIEME PARTIE. EFFETS PERÇUS EN TERMES D'APPRENTISSAGES CHEZ LES PARTICIPANTS ET LES RESPONSABLES DE PROJET	35
Les connaissances acquises (savoirs)	35
La transformation des attitudes (savoir être)	36
Compétences acquises	37
TROISIÈME PARTIE. EFFETS PERÇUS SUR LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES ET SUR LES ORGANISATIONS	45
Effets sur la participation et la citoyenneté active	45
Les valeurs.....	45
Évolution des engagements.....	46
Effets sur la mobilité internationale	48
Effets sur les parcours de formation et les carrières.....	49
Effets sur les organisations et sur les communautés	51
Effets sur les organisations selon les responsables de projet.....	52
Effets sur les communautés locales selon les responsables de projet	53
QUATRIÈME PARTIE. EFFETS PERÇUS DU PROGRAMME SUR LES JEUNES AVEC MOINS D'OPPORTUNITÉS	57
Les caractéristiques des JAMO	57
Un accès des jeunes défavorisés au programme plus faible en France qu'au niveau européen.....	58
Mais des performances d'apprentissage singulières	59
Des parcours paraissant redynamisés	61

CINQUIÈME PARTIE. USAGES DU YOUTH PASS	63
Usages du Youth Pass chez les participants	64
Usages du Youth Pass chez les responsables de projet.....	64
Conclusion	66
Ce qui évolue.....	66
Ce qui est confirmé.....	67
Bibliographie	68
ANNEXES	70
Annexe 1. RAY_MON 2015/2016. Participants (PP) – Documentation and response rate	70
Annexe 2. Modifications of data sets of RAY Monitoring Surveys in 2015/2016	72

INTRODUCTION

Quels sont les effets (perçus) du programme européen Erasmus+ Jeunesse en action sur les jeunes, les travailleurs et les animateurs de jeunesse impliqués dans les projets financés par ce programme, ainsi que sur les organisations portant les projets ? Qu'apprennent les bénéficiaires et les responsables de projet à travers leur participation à ces projets ? Quelles compétences acquièrent-ils et comment ? Quels sont les effets sur les organisations, institutions, structures et communautés impliquées dans le programme ? Les objectifs et priorités du programme Erasmus + Jeunesse en action, en particulier la promotion de la citoyenneté active et la participation dans la société civile, l'intégration sociale des jeunes – notamment ceux ayant moins d'opportunités –, ou encore la montée en compétences et la mise en réseau des travailleurs de jeunesse sont-ils réalisés ? Telles sont les principales questions auxquelles différentes études menées à l'initiative du réseau européen RAY depuis plusieurs années cherchent à répondre.

Les objectifs poursuivis par le réseau RAY visent à mettre à disposition des acteurs et des décideurs des données sur les résultats et les effets des actions, utiles au pilotage et à la mise en œuvre de ce programme, mais aussi à construire des connaissances sur la mobilité d'apprentissage comme sur le travail de jeunesse, ainsi qu'à comprendre les processus d'apprentissage à l'œuvre, liés à des activités d'éducation non formelle. Les enquêtes et études conduites présentent ainsi une dimension évaluative orientée vers l'action, mais aussi une dimension scientifique à des fins de connaissance.

Ce rapport national présente les résultats des deux vagues de l'enquête RAY-MON conduite par l'INJEP en France en novembre 2015, mars 2016. Les données portent sur des projets financés par l'agence française en 2015, donnant lieu à l'accueil de jeunes étrangers dans notre pays mais aussi à l'envoi de jeunes français dans les pays couverts par le programme Erasmus+ : Jeunesse en action.

Le réseau RAY

Le réseau européen RAY (www.researchyouth.net) a été créé en 2008 à l'initiative conjointe de l'Institut des sciences de l'éducation d'Innsbruck (Autriche) et de l'agence nationale autrichienne Interkulturelles Zentrum gérant les programmes européens de mobilité dans un cadre non formel, qui assurent encore aujourd'hui la coordination du réseau. Depuis lors, le réseau RAY conduit des enquêtes, hier sur le programme européen Jeunesse en action (PEJA) et aujourd'hui sur le programme Erasmus + Jeunesse en action.

Le réseau RAY¹ regroupe actuellement des agences nationales et leurs partenaires de recherche des 29 pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique (Communauté flamande), (Communauté wallonne), (Communauté germanophone), Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France,

¹ Pour une présentation plus précise du réseau, consulter son site : www.researchyouth.net/

Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, République tchèque, Royaume-Uni Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie. C'est en 2012 que la France a rejoint le réseau. L'INJEP est le partenaire de recherche associé à l'agence française gérant le programme européen Erasmus + : Jeunesse et Sports, intégrée désormais dans l'agence du service civique.

Les travaux liés au lancement de l'enquête ainsi qu'à l'interprétation des résultats et la rédaction de ce rapport ont été réalisés par Francine Labadie, coordinatrice de l'Observatoire que constitue l'INJEP et également chargée des relations internationales, par conséquent correspondante recherche du réseau RAY. Isabelle Recotillet, consultante, a procédé à l'exploitation des données recueillies. Qu'elle en soit vivement remerciée !

Le financement de cette étude a été assuré par l'agence française Erasmus + Jeunesse en action, dans le cadre de la convention de partenariat entre l'agence du service civique et l'INJEP.

L'enquête RAY-MON dans le protocole d'évaluation du programme Erasmus + : Jeunesse en action : caractéristiques et méthodologie

Positionnement et portée de l'enquête RAY-MON

L'évaluation du programme européen Erasmus + Jeunesse en action développée par le réseau RAY repose sur trois enquêtes :

- L'enquête quantitative dite « Monitoring » (RAY-MON), relative aux impacts perçus (en termes d'apprentissages essentiellement) sur les bénéficiaires, les professionnels et les organisations, administrée en ligne et réalisée régulièrement depuis que le réseau existe et qui s'impose à tous ses membres. C'est celle qui fait l'objet de ce rapport.
- L'étude qualitative dite « Capacities » (RAY-CAP) sur les effets en termes de montée en compétences des professionnels et des organisations auxquelles ils appartiennent, suite à la participation à des actions de formation relevant du programme. Elle combine trois vagues d'entretiens de bénéficiaires (avant, deux mois après et un an après la formation) et des monographies d'organisations. Elle est optionnelle ; une douzaine de pays dont la France ont décidé de la réaliser.
- L'enquête dite « Citizenship » (RAY-CIT) relative aux impacts du programme sur les engagements et la citoyenneté des bénéficiaires combinant des méthodologies quantitatives (questionnaire passé en ligne) et qualitatives (trois vagues d'entretiens). Elle est optionnelle ; une douzaine de pays ont également décidé de la réaliser, mais elle n'est pas implémentée en France.

Ce rappel permet de souligner que l'enquête RAY-MON constitue l'enquête de base conduite dans 29 pays. Elle permet de saisir peu de temps après la fin des projets (6 mois environ) des informations sur la mise en œuvre effective des projets qui pourront être remobilisées dans le pilotage du programme par l'agence nationale ; elle restitue aussi les perceptions des bénéficiaires et des responsables sur ce qu'ils ont acquis, tandis que les deux autres enquêtes visent à appréhender des impacts plus durables affectant les pratiques professionnelles et les pratiques d'engagement.

Les objectifs propres à chaque enquête et les outils de recueil d'informations ont été travaillés collectivement dans le cadre de groupes de travail afin de disposer d'un protocole d'évaluation commun et de permettre aussi une analyse transnationale, à l'échelle européenne. La comparabilité des résultats entre pays est plus délicate compte tenu de la diversité des contextes nationaux.

Méthodologie de l'enquête « RAY-MON »

▪ **Contenu des questionnaires : élaboration, test**

Les questionnaires pour les participants (PP) et pour les responsables de projet (PL) comportent près de 60 questions, la plupart à choix multiples et quelques questions ouvertes². Certaines questions plus spécifiques concernant le projet et l'organisation sont posées aux responsables de projet. Un certain nombre de questions sont identiques, par exemple celles sur les apprentissages des participants, ce qui permet de comparer les réponses respectives des participants et des responsables.

Ces questionnaires ont fait l'objet de tests avant le lancement des enquêtes au niveau des différents pays concernés. De simples ajustements mineurs ont été opérés sur les questionnaires d'une année sur l'autre de l'enquête RAY-MON, ce qui permet d'apprécier les évolutions dans les réponses des enquêtés. Cette mise en perspective avec les résultats sur les bénéficiaires du précédent programme Jeunesse en action sera réalisée dans ce rapport

▪ **Constitution de la base de contacts en vue de la passation en ligne**

Il est d'abord réalisé une sélection des projets financés au niveau national respectant les consignes de la coordination scientifique du réseau sur la période fixée, en prenant appui sur les données administratives fournies par l'agence française (environ 30 % des projets de chaque type d'action clé, à proportion de leur importance). La base construite est ainsi représentative du poids des différentes actions du programme – en termes de projets financés et terminés – au cours d'une période donnée, identique dans tous les pays membres du réseau. L'instrument Mobility Tool, développé par la Commission européenne, permet ensuite de récupérer les coordonnées des responsables de projet et des bénéficiaires ayant participé auxdits projets. Cette base est alors transmise à la coordination de RAY en vue de la passation du questionnaire en ligne auprès des personnes sélectionnées.

² Étant donné la taille des questionnaires, le choix a été fait de ne pas les présenter en annexe.

▪ **Passation en ligne**

Deux questionnaires distincts administrés en ligne ont été élaborés pour analyser les impacts perçus du programme ; l'un pour les participants, le second pour les responsables de projet. Plusieurs raisons expliquent le choix de ce mode de passation :

– Dans la mesure où les acteurs impliqués dans les projets financés sont interrogés au moins trois mois après la fin de leur projet de manière à pouvoir fournir une analyse à la fois distanciée et réfléchie sur leurs expériences et les effets perçus, le constat a été rapidement fait, dans le cas de activités internationales à durée limitée, que bon nombre d'entre eux avait regagné leur pays de résidence. Du coup, la mise en œuvre d'approches qualitatives sur la base d'entretiens en face à face ou de focus groupes devenait difficile, *a fortiori* pour les bénéficiaires venant de pays qui ne font pas partie du réseau RAY. Dès lors, l'invitation à participer à une enquête en ligne s'avérait pratiquement la seule approche techniquement envisageable.

– Les sondages en ligne permettent aussi de prendre en compte la diversité linguistique en présence chez les bénéficiaires du programme. Les questionnaires de l'enquête RAY-MON ont été traduits par les membres du réseau en une vingtaine langues à partir d'une version originale en anglais. Une proportion considérable d'acteurs est ainsi en capacité de renseigner les questionnaires dans sa langue maternelle.

– La dernière raison est de nature économique : ce mode de passation permet d'organiser une collecte standardisée de grandes quantités des données à des coûts raisonnables.

La passation en ligne est réalisée par la coordination du réseau pour l'ensemble des pays membres sur la base des données de contact fournies. Au moins deux relances sont effectuées afin d'accroître le taux de réponses.

▪ **Taux de réponses**

Les données présentées ci-dessous concernent uniquement les projets financés en France. Comme par le passé dans le cadre du PEJA, le taux de réponses de l'enquête auprès des responsables de projets est meilleur que celui auprès des participants³.

Enquête RAY-MON 2015/2016 (Vagues d'enquête novembre 2015 et mars 2016)

Questionnaire Participants (PP)	
Total contacts transmis par l'INJEP	3 846
Contacts « atteints »	3 489 : soit 91 %
Total répondants (tout le questionnaire (avant nettoyage de la base)	1 104 : soit 31,64 %
Total répondants (tout le questionnaire (après nettoyage de la base)	768 : soit 22 %

³ Pour plus de précisions sur le taux de réponses, voir l'annexe 1

Questionnaire Responsables Projet (PL)	
Total contacts transmis par l'INJEP	631
Contacts « atteints »	599 : soit 95 %
Total répondants (avant nettoyage de la base)	272 : soit 45 %
Total répondants (après nettoyage de la base)	197 : soit 33 %

Les précisions concernant le nettoyage de la base à chaque vague d'enquête sont disponibles en annexe 2. Ce nettoyage est réalisé par la coordination de RAY.

Comparé à ceux de l'année 2014, les taux des réponses aux deux questionnaires sont meilleurs (PP) ou équivalents (PL). Mais ils étaient supérieurs en 2012 et 2013. Comparée à d'autres grands pays, la France obtient des taux de réponses du même ordre, les meilleurs taux étant atteints dans les petites agences, qui entretiennent des liens plus étroits avec les bénéficiaires.

TABLEAU 1. COMPARAISON DES TAUX DE REPONSES ENTRE « GRANDS » PAYS

Taux de réponse (après nettoyage des données)	Allemagne	Pologne	Royaume Uni	Turquie
Questionnaire PP	26,0 %	23,6 %	18,2 %	30,8 %
Questionnaire PL	36,9 %	55,8 %	24,5 %	36,2 %

Source : base de données 2015/2016.

Nous disposons non seulement des réponses de bénéficiaires et de responsables de projets financés par la France, mais aussi des réponses de PP et PL de projets financés par d'autres agences, accueillis en France. Ainsi la base de données à notre disposition pour 2015 concerne **1017 participants et 245 responsables de projets**.

TABLEAU 2 : REPARTITION DES PARTICIPANTS SELON LE PAYS FINANCEUR

	Enquête PL, 2015/2016	
	Effectif	%
France	768	75,5 %
Autre pays	249	24,5 %
Total	1017	100 %

TABLEAU 3 : REPARTITION DES RESPONSABLES DE PROJET SELON LE PAYS FINANCEUR

	Enquête PL, 2015/2016	
	Effectif	%
France	197	80 %
Autre pays	48	20 %
Total	245	100 %

Plan

Le rapport est organisé en cinq grandes parties :

La première partie donne à voir les caractéristiques des projets, des participants et des responsables de projet ayant répondu à l'enquête. Elle apporte donc des éclairages utiles au pilotage du dispositif au regard des objectifs du programme Erasmus+ Jeunesse en action et des priorités fixées.

Les parties 2 et 3 présentent les résultats de l'auto-évaluation réalisée par les participants et par les responsables de projet sur leurs apprentissages et sur leurs parcours. La partie 4 est particulièrement dédiée aux effets sur les apprentissages des jeunes avec moins d'opportunités. Au-delà des apprentissages et des parcours, la partie 3 s'intéresse également aux évolutions de la capacité d'action des organisations porteuses des projets ainsi qu'aux effets sur les communautés locales.

La cinquième partie est dédiée aux usages du Youth pass par les participants et responsables de projet, notamment au cours du dernier projet réalisé et faisant l'objet de cette enquête.

PREMIÈRE PARTIE. CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS, DES PARTICIPANTS, DES RESPONSABLES DE PROJET

Cette partie est consacrée à la présentation des traits caractéristiques des projets, des participants (PP), des responsables de projet (PL) ayant répondu aux deux vagues d'enquête de novembre 2015 et mars 2016.

Les projets

Les projets dont relèvent les participants et les responsables de projet s'inscrivent dans trois actions clé : la KA 105 (échanges de jeunes, SVE, mobilité des travailleurs de jeunesse), la KA 2018 (TCA), la KA347 (dialogue structuré).

Étant donné l'envoi de deux questionnaires distincts (PP et PL), l'information disponible sur le type de projets concernés n'est pas identique pour les participants et pour les responsables de projets, même si les proportions relatives aux actions sont dans des ordres de grandeur proches.

Type d'actions

- **Enquête auprès des participants**

L'action clé KA105 rassemble le plus d'effectifs de participants : 79 %, ce qui n'étonne pas du fait que cette action intègre un large spectre d'actions (échanges de jeunes, SVE et mobilité des jeunes travailleurs) ; la KA 347 qui correspond au dialogue structuré vient ensuite en second rang dans les réponses des participants à hauteur de 12 % et la KA 218 dont relève le TCA avec 9 %. Le tableau ci-dessous indique de manière détaillée la répartition des projets selon l'action clé et les sous-actions.

TABLEAU 4. REPARTITION DES PARTICIPANTS SELON L'ACTION CLE ET LA SOUS-ACTION

	Enquête 2015/16, PP			
	KA105	KA218	KA347	Total
TCA (Transnational cooperation activities)	0	90	0	90
TCA (PBA)	0	1	0	1
TCA (Seminar / Confer)	0	1	0	1
TCA (Study visit)	0	2	0	2
TCA (Training Seminar)	0	1	0	1
TCA (Training course)	0	3	0	3
YOUTH-APV-EVS (advance planned meeting)	1	0	0	1
YOUTH-VOL-P (Programme countries)	50	0	0	50
YOUTH-VOL-T (Partner countries)	14	0	0	14
YOUTH-APV-EXCH (advance planned meeting)	10	0	0	10
YOUTH-EXCH-P (Programme countries)	333	0	0	333
YOUTH-EXCH-T (Partner countries)	59	0	0	59
YOUTH-TNYW-P (Programme countries)	208	0	0	208
YOUTH-TNYW-T (Partner countries)	127	0	0	127
YOUTH-NATIONAL	0	0	62	62
YOUTH-TRANS	0	0	55	55
Total	802	98	117	1017

La répartition des effectifs est liée bien sûr à la nature de l'action, les actions collectives (échanges et dialogue structuré) contribuant le plus aux effectifs importants.

Il faut noter qu'un peu plus de 6 % des participants ne sont pas en mesure de dire de quel type d'action relevait le projet, tandis que la qualité des réponses est meilleure chez les responsables de projet.

On soulignera aussi que les projets auxquels les bénéficiaires ont pris part se sont pour les deux tiers déroulés en France (pays d'accueil) et un tiers à l'étranger (envoi). C'est particulièrement le cas du SVE où l'on dénombre plus de participants à l'envoi qu'à l'accueil.

TABLEAU 5. REPARTITION DES PARTICIPANTS SELON LE PAYS D'ACCUEIL ET LE TYPE D'ACTIVITE

Accueil	Echanges de jeunes		SVE		Dialogue structuré		Mobilité ou TCA		Nsp		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
France	345	50,0 %	25	3,6 %	107	15,5 %	170	24,6 %	43	6,2 %	690	100,0 %
Autre pays	132	40,4 %	43	13,1 %	38	11,6 %	92	28,1 %	22	6,7 %	327	100,0 %
Total	477		68		145		262		65		1017	

▪ **Enquête auprès des responsables de projets**

L'action clé KA105 rassemble le plus d'effectifs de responsables : 90 % ; l'action clé KA 218 0,5 %, la KA 347 : 9,5 %. Compte tenu du très faible nombre de PL en TCA, un regroupement peut être fait dans la sous-action « mobilité des travailleurs de jeunesse ».

GRAPHIQUE 1. REPARTITION DES RESPONSABLES DE PROJET PAR SOUS ACTIVITE DES PROJETS

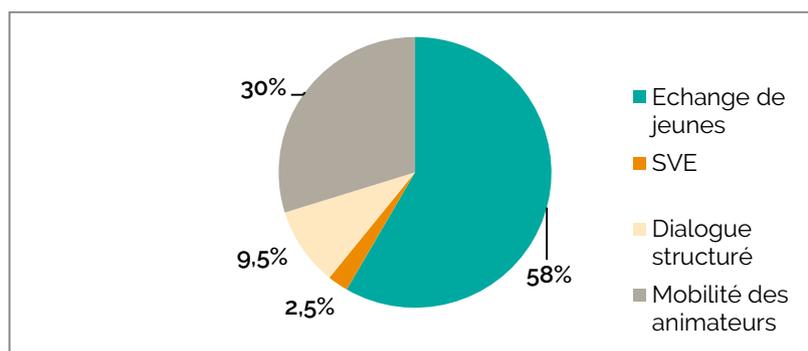


TABLEAU 6. REPARTITION DES RESPONSABLES DE PROJET SELON LE PAYS D'ACCUEIL ET LE TYPE D'ACTIVITE

	Enquête PL, 2015/16									
	Echanges de jeunes		SVE		Dialogue structuré		Mobilité des animateurs et TCA		Total	
Pays d'accueil	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
France	101	53 %	1	1 %	21	11 %	68	36 %	191	100 %
Autre pays	42	78 %	5	9 %	2	4 %	5	9 %	54	100 %
Total	143	58 %	6	2 %	23	9 %	73	30 %	245	100 %

De manière un peu plus forte que pour les participants, les projets auxquels les responsables ont pris part se sont déroulés très majoritairement en France (78 %). On trouve également la même proportion d'échanges de jeunes accueillis dans un autre pays.

Projets et objectifs du programme /thématiques abordées

Le questionnaire adressé aux responsables de projet nous renseigne par ailleurs sur les objectifs des projets ainsi que sur les thématiques abordées par ceux-ci.

⇒ La question posée aux responsables de projet était celle de savoir quelle contribution le projet auquel ils ont participé apportait aux objectifs du programme Erasmus + Jeunesse en action.

Les objectifs qui se détachent s'organisent en trois blocs cohérents : dialogue interculturel/ respect de la diversité culturelle ; développement de valeurs européennes (solidarité, tolérance...); le développement/amélioration de projets dans le champ de la jeunesse au niveau européen/international. Viennent ensuite des objectifs de type éducatif (compétences clés, nouvelles

perspectives d'éducation...). Il convient de noter que la promotion de la citoyenneté ne figure pas, loin s'en faut, comme finalité majeure des projets.

Cette perception de la contribution des projets aux objectifs du programme varie cependant selon le type d'activité : la promotion de la citoyenneté et la diffusion des valeurs sont mises en avant dans les échanges de jeunes et le dialogue structuré, alors que l'amélioration de la dimension internationale du travail de jeunesse, le développement de sa qualité et la montée en compétences des organisations de jeunesse le sont dans les projets favorisant la mobilité des travailleurs de jeunesse.

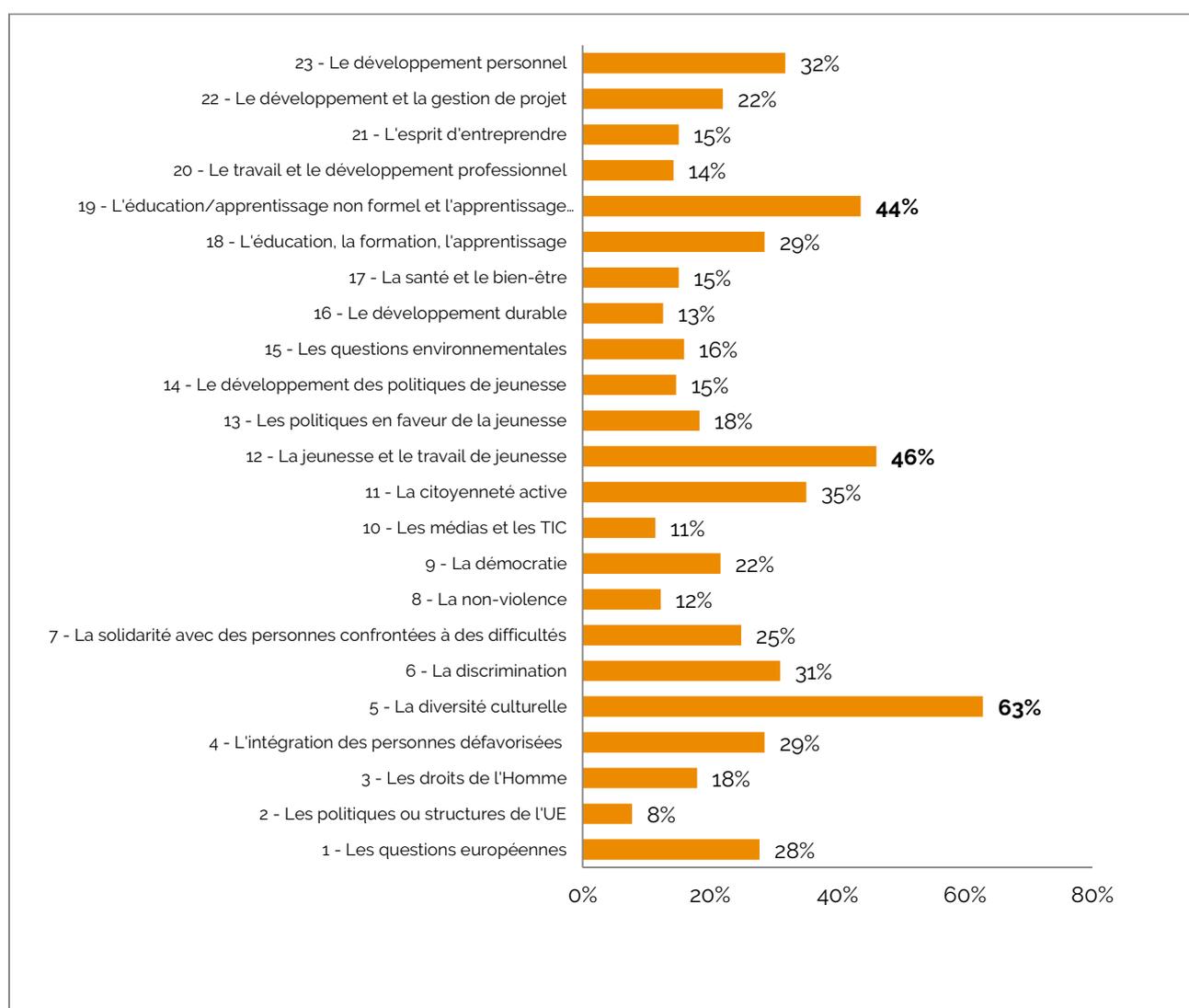
TABLEAU 7. CONTRIBUTION DU PROJET AUX OBJECTIFS DU PROGRAMME SELON LES RESPONSABLES DE PROJET

Objectifs	Tout à fait d'accord %
Promouvoir la citoyenneté active des jeunes, en particulier leur participation à la société civile et la vie démocratique/politique	39,8 %
Promouvoir la citoyenneté européenne, en particulier en favorisant la prise de conscience par les jeunes des questions européennes et qu'ils sont des citoyens d'Europe	38,3 %
Développer la solidarité au sein de la jeunesse	56,7 %
Promouvoir le respect des jeunes pour la diversité culturelle	70,6 %
Lutter contre la discrimination, l'intolérance, le racisme et la xénophobie	53,5 %
Encourager le dialogue interculturel	73,5 %
Favoriser l'intérêt dans le développement de la politique de jeunesse	27,5 %
Développer les compétences clés chez les jeunes	46,7 %
Favoriser le développement de futures perspectives d'éducation chez les jeunes	44,6 %
Favoriser le développement de perspectives de carrière professionnelle	19,4 %
Soutenir l'intégration sociale des jeunes avec moins d'opportunités ou besoins spécifiques	35,1 %
Contribuer à développer la qualité du travail de jeunesse	41,7 %
Contribuer à la montée en compétences des organisations de la société civile dans le champ jeunesse	32,9 %
Accroître la qualité des projets internationaux de jeunes	49,2 %
Promouvoir la coopération européenne dans le champ jeunesse	50,0 %
Améliorer la dimension internationale du travail de jeunesse	45,2 %
Favoriser une meilleure compréhension des interconnexions entre l'apprentissage/l'éducation formel, non formel et informel	37,0 %
Soutenir la reconnaissance des apprentissages non formels et informels	42,3 %

Au-delà des objectifs, certaines thématiques semblent abordées plus fréquemment que d'autres. C'est le cas en particulier de la diversité culturelle ainsi que de la jeunesse et du travail de jeunesse, ou encore de l'éducation non formelle. Mais elles se déclinent aussi de façon spécifique selon le type d'activité. Ainsi les thèmes obtenant les scores les plus importants sont :

- échanges de jeunes : l'environnement / le développement durable ; les médias et les TIC ; mais aussi la discrimination, la diversité culturelle et la démocratie ;
- SVE : la jeunesse et le travail de jeunesse ; la diversité culturelle ; l'éducation non formelle ; la santé ;
- dialogue structuré : les politiques de jeunesse, leur développement ; la démocratie ;
- mobilité des travailleurs de jeunesse : le développement et la gestion de projets ; le travail et le développement professionnel ; la jeunesse et le travail de jeunesse ; l'éducation non formelle ;

GRAPHIQUE 2. REPARTITION DES THEMATIQUES ABORDEES DANS LE PROJET SELON LES RESPONSABLES
EN % DU NOMBRE DE RESPONSABLES



⇒ Atteinte des objectifs

Il était aussi demandé aux responsables de projet si les objectifs du programme ont été atteints. D'une manière générale, la réponse est positive, avec cependant des nuances selon la nature des objectifs. Ceux concernant le dialogue interculturel le sont largement, ceux relatifs aux politiques de jeunesse un peu moins.

Des différences apparaissent selon les types d'activités : les échanges de jeunes, le dialogue structuré favorisent plus le développement de la citoyenneté active et européenne, le SVE le développement de la solidarité ; la mobilité des travailleurs de jeunesse contribue à l'atteinte d'objectifs hétérogènes (interculturel, citoyenneté mais aussi des nouvelles perspectives d'éducation). Une hypothèse pour l'expliquer est liée à la mixité des publics présents dans les activités, aussi bien des jeunes « new comers », souvent volontaires et des professionnels expérimentés. Enfin ce sont les responsables de projets de SVE et du dialogue structuré qui soulignent le plus souvent l'atteinte des objectifs de développement de la politique de jeunesse.

TABLEAU 8. ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PROGRAMME SELON LES RESPONSABLES DE PROJET

	Pas d'accord ou pas du tout d'accord	D'accord ou tout à fait d'accord	Ensemble
	% (hors NR)	% (hors NR)	% (hors NR)
Promouvoir la citoyenneté active des jeunes, en particulier leur participation à la société civile et la vie démocratique/politique	10 %	90 %	100,0 %
Promouvoir la citoyenneté européenne, en particulier en favorisant la prise de conscience par les jeunes des questions européennes et qu'ils sont des citoyens d'Europe	10 %	90 %	100,0 %
Développer la solidarité au sein de la jeunesse	7 %	93 %	100,0 %
Promouvoir le respect des jeunes pour la diversité culturelle	2 %	98 %	100,0 %
Lutter contre la discrimination, l'intolérance, le racisme et la xénophobie	7 %	93 %	100,0 %
Encourager le dialogue interculturel	3 %	97 %	100,0 %
Favoriser l'intérêt dans le développement de la politique de jeunesse	24 %	76 %	100,0 %
Développer les compétences clés chez les jeunes	12 %	88 %	100,0 %
Favoriser le développement de futures perspectives d'éducation chez les jeunes	16 %	84 %	100,0 %

Projets et organisations

À la différence des précédentes enquêtes sur le programme européen Jeunesse en action, le questionnaire de l'enquête Monitoring ne comprend plus d'informations sur le type d'organisations porteuses des projets,

ce qui est assurément regrettable. On rappellera donc les résultats précédents avec l'hypothèse de faibles différences d'une année à l'autre comme le montrent les années 2012, 2013, 2014.

TABLEAU 9. REPARTITION DES REpondANTS SELON LE TYPE DE LEUR ORGANISATION

	Enquête 2012	Enquête 2013	Enquête 2014
Type d'organisation	%	%	%
Non réponse	2,7 %	3,1 %	3,4 %
Un organisme public local ou régional	13,5 %	11,2 %	10,9 %
Une organisation à but non lucratif et non gouvernementale	81,1 %	81,6 %	76,6 %
Un groupe informel de jeunes	2,7 %	4,1 %	9,1 %
Total	100 %	100 %	100 %

En revanche, on dispose de quelques informations sur le partenariat. Ainsi, avant ce projet, 84 % des organisations dont relèvent les responsables de projets avaient déjà collaboré avec un ou plusieurs partenaires de ce projet.

Le nombre de pays partenaires peut être parfois très important : si 2 à 3 pays sont impliqués dans 25 % des projets, la réponse « 4 à 5 pays » concerne encore 28 % des projets, 6 à 10 pays 34 % et plus de 10 pays 11 %. Les actions « mobilité des travailleurs de jeunesse et TCA » sont alors les plus concernées par ce partenariat très développé.

Le nombre de partenaires impliqués ne paraît pas être une source de difficultés. 95 % des responsables de projets indiquent ainsi que la coopération entre partenaires était bonne tant lors de la préparation que durant la réalisation du projet.

▪ **Gestion du projet**

Il était demandé aux responsables de projets de faire part de leurs opinions sur le management du projet à travers la procédure de candidature et la gestion administrative du projet. Ces informations donnent donc à voir le vécu subjectif des porteurs de projets, destinataires des soutiens financiers européens.

Dans la mesure où l'organisation du responsable de projet était demandeuse du soutien financier européen⁴, les PL étaient en mesure de livrer un avis sur le processus de candidature, la gestion administrative et financière, les outils numériques mis à disposition. Les opinions les plus critiques concernent la gestion administrative et dans une moindre mesure, le reporting, alors qu'on aurait pu s'attendre à des avis plus négatifs sur le système de financement des projets.

⁴ Elle pouvait aussi être simplement partenaire du projet.

⇒ Candidature

Opinions des PL	% d'accord et tout à fait d'accord
Il était facile de recevoir l'information nécessaire pour déposer une demande de candidature pour ce projet	75
Les informations essentielles requises pour poser sa candidature pour ce projet étaient faciles à comprendre	75
La procédure de candidature pour ce projet était simple	60

⇒ Gestion financière

Opinions des PL	% d'accord et tout à fait d'accord
Dans le cadre de ce projet, les critères de financement étaient faciles à satisfaire	81
Les règles de financement et les méthodes de calcul étaient appropriées	67
Le système général de financement était approprié et satisfaisant pour ce projet	71

⇒ Gestion administrative

Opinions des PL	% d'accord et tout à fait d'accord
La gestion administrative de cette demande de subvention était simple	48,5
Par rapport à d'autres programmes de financement, la gestion administrative de cette demande de subvention était facile	50

⇒ Suivi numérique

Opinions des PL	% d'accord et tout à fait d'accord
Le reporting était facile	59
Les outils en ligne pour la demande et le reporting sont faciles à utiliser	71

Les participants

Cette partie s'intéresse au profil des participants à travers l'examen de plusieurs caractéristiques. Mais elle aborde aussi la question des motivations et des modes d'information des participants par rapport aux projets auxquels ils ont participé, ainsi que celle de leur satisfaction.

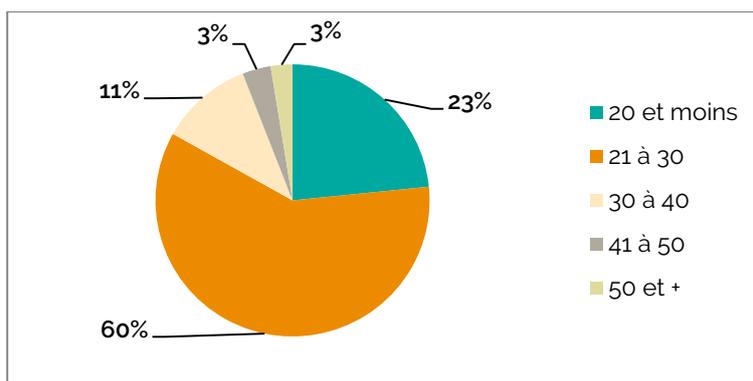
Caractéristiques individuelles

▪ Âge

Le programme touche bien prioritairement des jeunes : un peu moins d'un quart est âgé de 20 ans et moins, 60 % de 21 à 30 ans. L'âge moyen s'établit ainsi à 26 ans et l'âge médian à 25 ans.

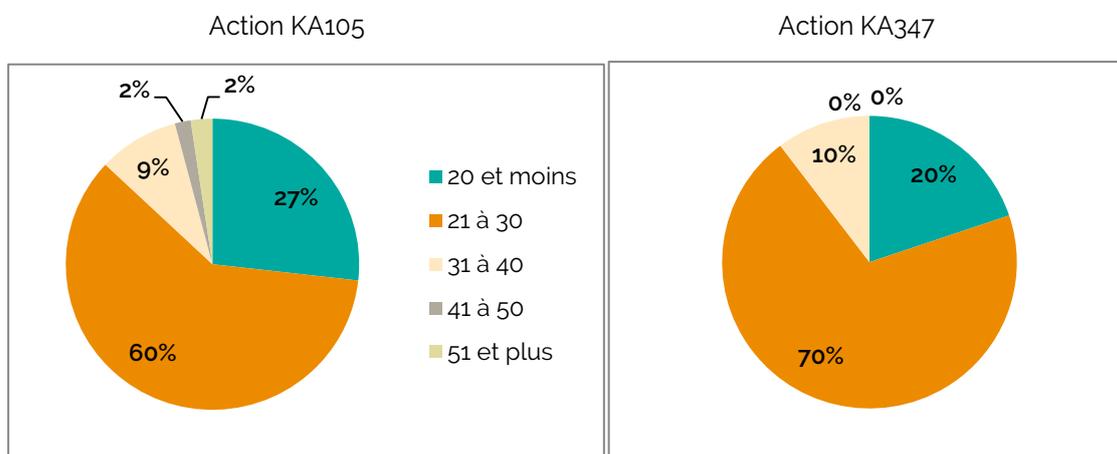
On n'observe pas d'évolution significative par rapport aux années 2012, 2013, 2014.

GRAPHIQUE 3. REPARTITION DES PARTICIPANTS PAR TRANCHE D'ÂGE



En revanche, on constate que les participants au dialogue structuré (KA347) sont un peu plus âgés que ceux de la KA 105 (où prédominent les échanges de jeunes).

GRAPHIQUES 4. REPARTITION DES PARTICIPANTS PAR TRANCHE D'ÂGE SELON L'ACTION CLE

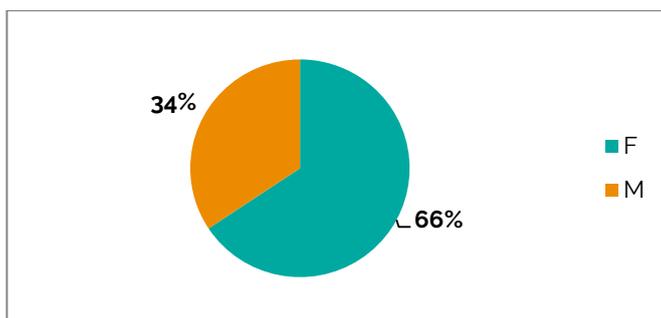


Il convient d'ajouter que l'âge moyen des femmes est d'un an supérieur à celui des hommes (27 contre 26 ans), de même que l'âge médian.

▪ **Genre**

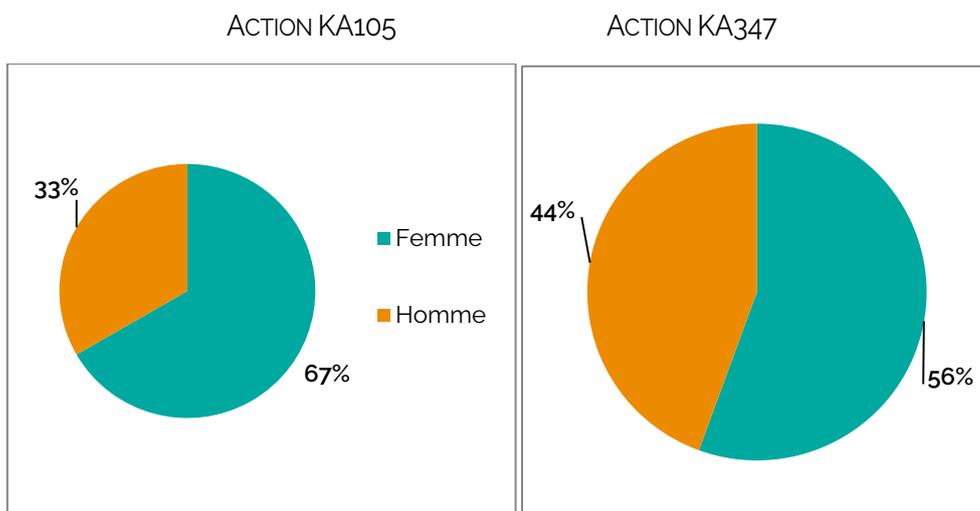
Le programme attire un public majoritairement féminin (deux tiers). Là encore les proportions sont identiques à celles observées en 2014 et 2012 : deux tiers de femmes pour un tiers d'hommes.

GRAPHIQUE 5. REPARTITION PAR SEXE DES PP



Mais la répartition femmes-hommes est beaucoup plus équilibrée, s'agissant du dialogue structuré (KA347).

GRAPHIQUES 6. REPARTITION PAR SEXE DES PARTICIPANTS KA105 ET KA347



▪ **Pays de résidence et lieu de vie**

Un peu plus de la majorité des participants ayant répondu à l'enquête résident en France au moment du projet, et dans des proportions similaires aux années précédentes.

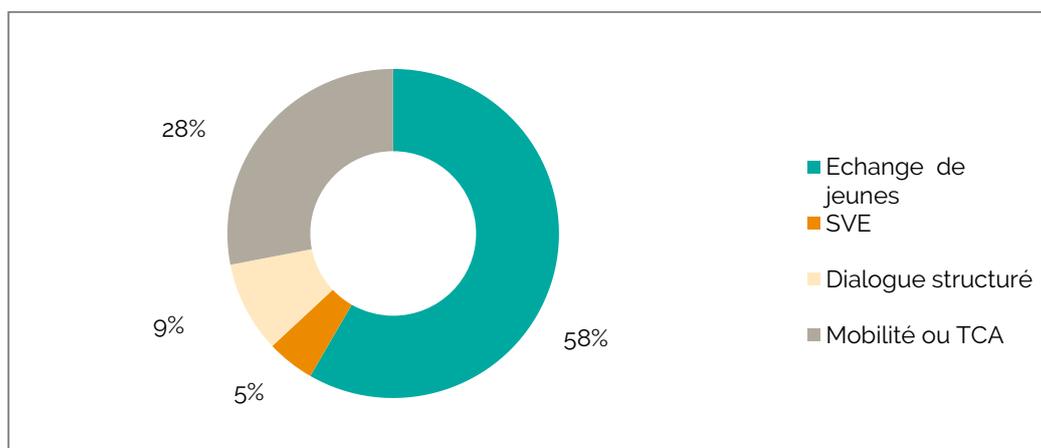
TABLEAU 10. PAYS DE RESIDENCE

	Enquête 2015/2016, PP	
	Effectif	%
Albanie	3	0,3
Allemagne	58	5,7
Arménie	1	0,1
Autriche	3	0,3
Azerbaïdjan	3	0,3
Belgique	26	2,6
Biélorussie	5	0,5
Bosnie	3	0,3
Bulgarie	2	0,2
Croatie	18	1,8
Danemark	3	0,3
Espagne	32	3,2
Estonie	9	0,9
Finlande	3	0,3
France	552	54,3
Grèce	29	2,9
Géorgie	3	0,3
Hongrie	13	1,3
Irlande	1	0,1
Islande	1	0,1
Italie	56	5,5
Jordanie	6	0,6
Kosovo	3	0,3
Lettonie	7	0,7
Liban	2	0,2
Lituanie	2	0,2
Luxembourg	7	0,7
Monténégro	3	0,3
Norvège	2	0,2
Territoires Palestiniens	12	1,2
Pologne	10	1,0
Portugal	37	3,6
Rép Tchèque	16	1,6
Roumanie	9	0,9
Royaume-Uni	8	0,8
Russie	2	0,2
Serbie	11	1,1
Slovaquie	4	0,4
Suède	1	0,1
Suisse	1	0,1
Tunisie	2	0,2
Turquie	5	0,5
Ukraine	18	1,8
Autre	18	1,8
Indéterminé	7	0,7
Total	1017	100,0

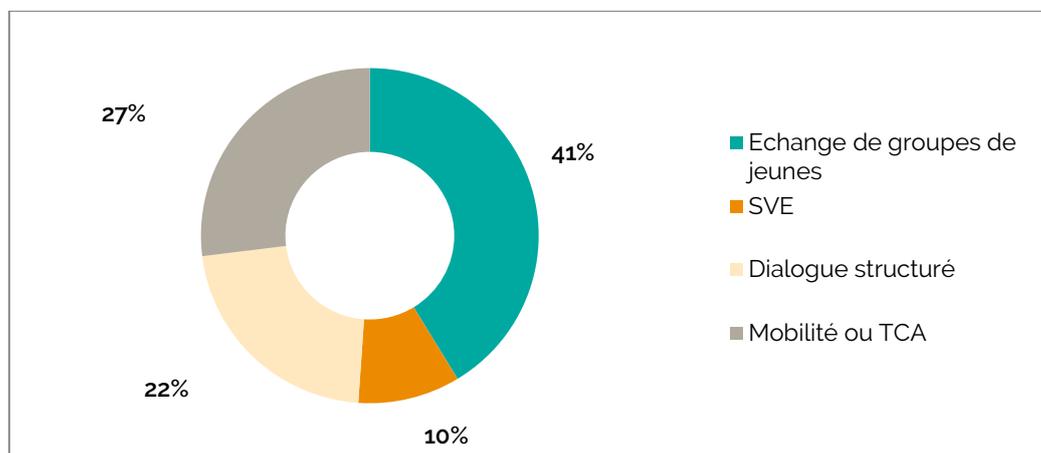
La proportion de résidents allemands, italiens ou encore suédois baisse légèrement, tandis que celle des espagnols et des portugais ou encore des grecs augmente par rapport aux années précédentes (2012-2013-2014).

Mais le questionnaire permet aussi de connaître le pays d'origine, qui peut être différent du pays de résidence. Ainsi l'échantillon de répondants se compose de **49 %** de Français et **51 %** de Non-Français. La répartition des Français et des Non-Français par sous-action diffère quelque peu. On trouve plus de participants non français dans les échanges de jeunes et plus de Français dans le SVE et dans le dialogue structuré, en revanche la proportion de Français et de Non-Français dans les projets de mobilité des travailleurs et relevant du TCA est quasi identique.

GRAPHIQUE 7. REPARTITION DES PP NON FRANÇAIS PAR SOUS-ACTION



GRAPHIQUE 8. REPARTITION DES PP FRANÇAIS PAR SOUS-ACTION

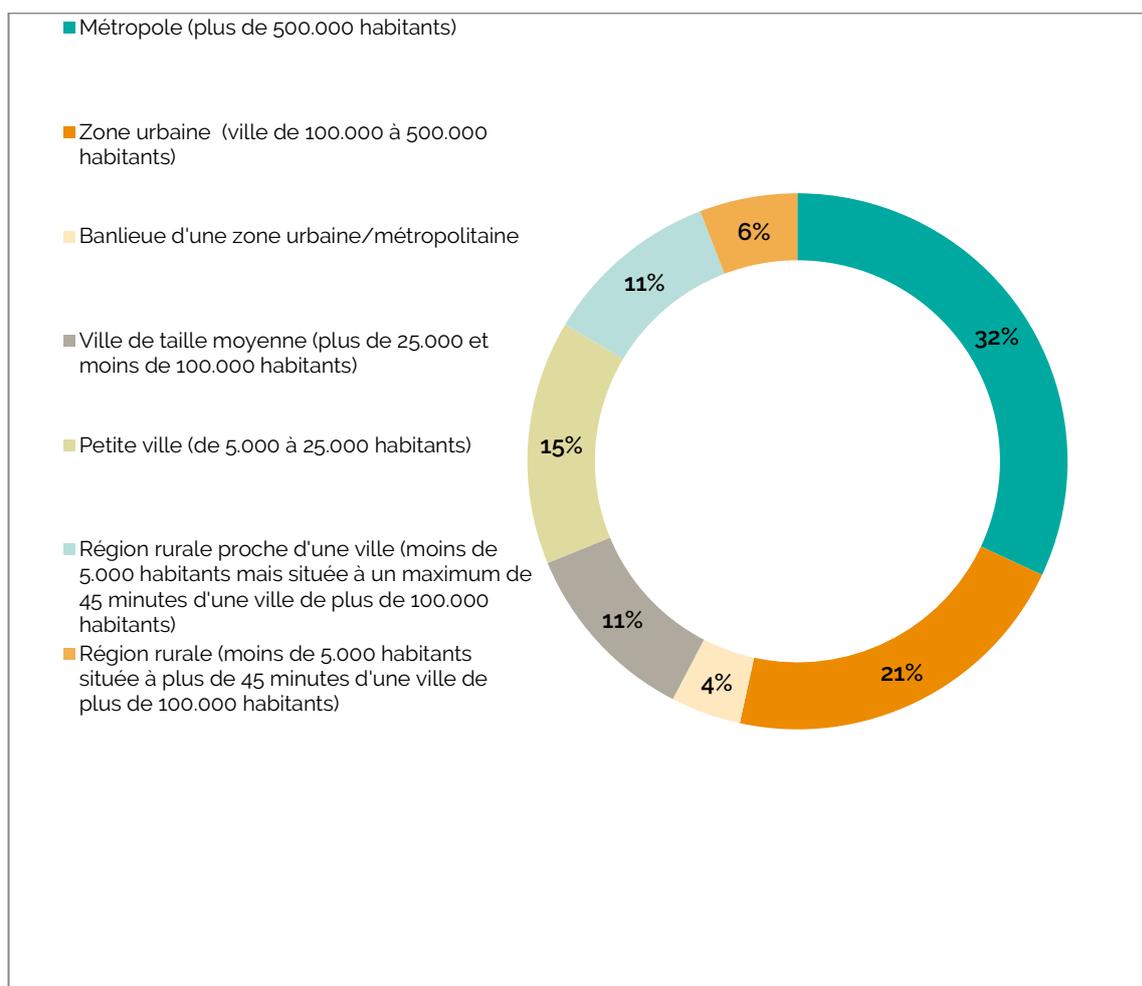


Les trois quarts des participants relèvent d'un projet se tenant dans un autre pays que le pays de résidence (pays d'accueil du projet) mais près d'un quart d'entre eux participent à un projet dans leur pays de résidence. C'est surtout le cas pour la KA347.

Autre caractéristique géographique, le lieu de vie nous permet aussi de profiler les participants. Certes les participants habitant dans des zones urbaines importantes sont majoritaires, cependant les jeunes habitant dans des villes moyennes et petites forment plus d'un autre quart des participants et les

jeunes ruraux 17 %. Cette dernière catégorie est en progression par rapport aux années précédentes dans le cadre du programme antérieur Jeunesse en action. (Résultats sans NR.)

GRAPHIQUE 9. LIEU DE VIE DES PP

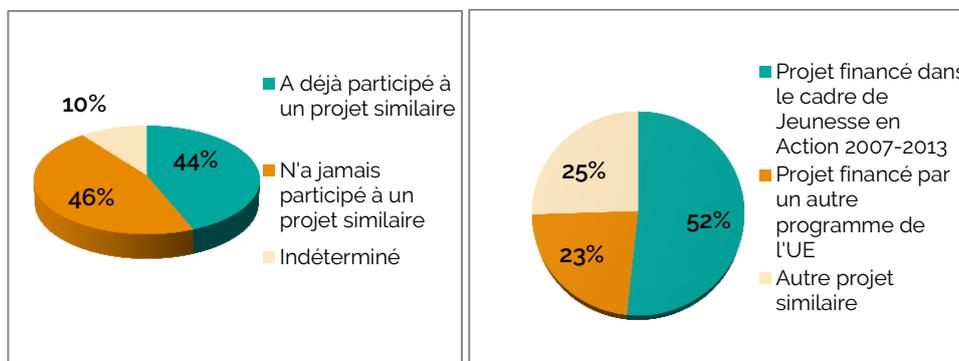


▪ **Expériences de mobilité internationale**

Ces caractéristiques conduisent à la question de l'expérience de la mobilité internationale. Celle-ci est importante dans la mesure où seuls 3 % des participants répondants déclarent ne jamais être allés à l'étranger. 75 % d'entre eux y ont passé des vacances, mais aussi 48 % y sont allés avec leur classe et 41 % dans le cadre d'un échange de jeunes. Les autres motifs de séjours obtiennent des scores moins importants : les études, les stages et le travail à l'étranger sont à niveau identique (15 %).

Les participants répondants se répartissent à quasi égalité entre « nouveaux venus » et « ayant déjà participé à un projet similaire ». Pour ces derniers, il s'agissait d'un programme européen et majoritairement du précédent programme Jeunesse en action.

GRAPHIQUES 10. PARTICIPATION A UN PROJET SIMILAIRE LEQUEL ?



▪ **Niveau d'éducation et maîtrise des langues**

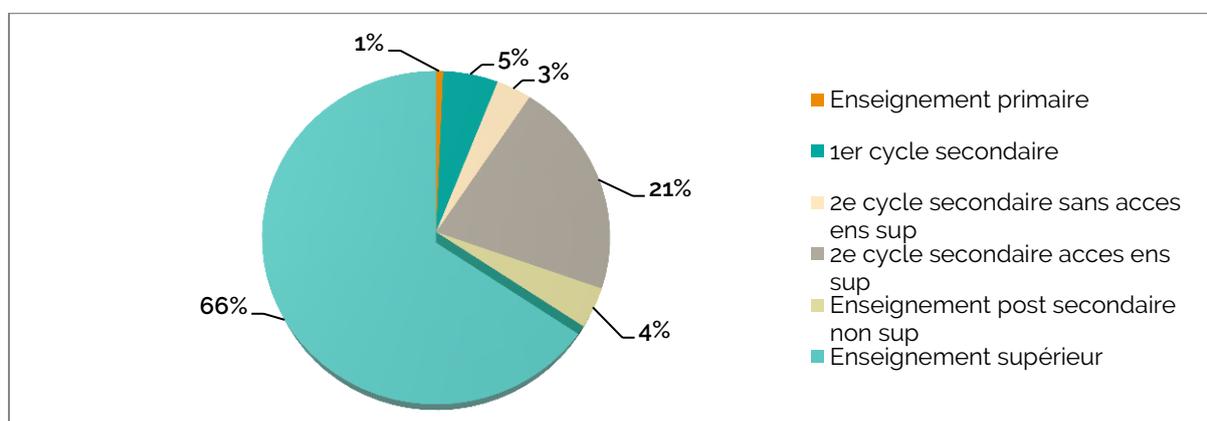
Au-delà de ces caractéristiques démographiques et géographiques, les participants relevant de l'enquête se distinguent aussi par des variables culturelles, le niveau d'éducation, la maîtrise des langues. On traitera de l'origine culturelle dans les développements sur les JAMO.

✓ Niveau d'étude le plus élevé

Les deux tiers des participants ont un niveau d'éducation élevé, comme déjà constaté lors des trois dernières années. Malgré la volonté d'intégrer des jeunes avec moins d'opportunité, la tendance – identifiée de longue date – selon laquelle le programme attire surtout des étudiants, demeure en France, comme d'ailleurs dans les autres pays. Cela a également à voir avec l'élévation générale du niveau d'éducation, mais on peut aussi considérer que la passation en ligne de l'enquête favorise un taux de réponses élevé des plus diplômés. (Résultats sans NR).

Par ailleurs, l'âge joue beaucoup dans la distribution des réponses : les 20 ans et moins ont pour 47 % d'entre eux un niveau d'études relevant de l'enseignement secondaire et 16 % de l'enseignement primaire. De plus, au fur et à mesure que l'on avance en âge, la proportion de participants diplômés du supérieur augmente. En revanche, le facteur genre n'est pas influent, les écarts entre hommes et femmes sont négligeables.

GRAPHIQUE 11. NIVEAU D'EDUCATION DES PP



Ainsi, l'action qui rassemble le plus fort taux participants ayant un niveau universitaire est la KA218, mobilité des travailleurs de jeunesse /TCA (84 %), ce qui paraît logique compte tenu des formations exigées pour cette profession

Le questionnaire permettait aussi de distinguer ceux qui étaient encore en formation juste avant le projet, ce qui offre une information supplémentaire sur l'avancement de leur parcours. Il en ressort que 41 % sont/étaient toujours en études juste avant le projet, mais, encore une fois, que la majorité se déclare étudiant à l'université. Plus encore, la proportion des étudiants a doublé par rapport à l'enquête 2014.

TABLEAU 11. REPARTITION DES PARTICIPANTS SELON LE TYPE D'EDUCATION/FORMATION DANS LES 12 MOIS PRECEDANT LE PROJET

1 - En tant qu'élève dans une école secondaire	30,2 %
2 - En tant qu'étudiant à l'université ou école supérieure	56,4 %
3 - En tant qu'apprenti, en formation ou apprentissage professionnel	5,5 %
4 - Dans un autre type d'enseignement ou de formation	10,0 %
5 - Je ne faisais pas d'études ou de formation	2,4 %

Champ : participants ayant passé au moins 3 mois en études/formation dans les 12 mois précédant le projet (N= 420 soit 41,3 % des répondants) (plusieurs réponses étaient possibles).

✓ Maîtrise des langues

L'un des apports importants de la mobilité internationale se situant au niveau linguistique, il importait de caractériser les participants au regard de leur capacité en la matière. Ainsi 41 % des participants ont pour langue maternelle (au sens de première langue apprise) le français, 59 % une autre langue maternelle. La langue parlée dans la famille d'origine n'est pas la langue officielle du pays de résidence pour 32 % des participants répondants.

Les participants français semblent se distinguer quelque peu des participants étrangers de par leur maîtrise de la langue. Ainsi 40 % des Français déclarent avoir pu participer pleinement au projet en utilisant leur première langue quand ce sont 30 % pour les étrangers accueillis en France. Par ailleurs, 18 % des Français déclarent avoir eu des difficultés de participation.

▪ **Situation sociale**

Ce point sera abordé à partir d'informations sur le niveau d'étude des parents d'une part, faute de variable précise sur leurs professions, d'autre part sur la situation sociale actuelle des participants en termes d'activité.

✓ Niveau d'études des parents

Malgré un taux important de réponses imprécises ou inexistantes, il est intéressant de pointer un niveau d'études des parents, qui les situerait globalement au niveau des qualifications des professions intermédiaires. Il convient de noter qu'en 2015-2016, on trouve beaucoup moins de parents diplômés du

supérieur (-7 points pour la mère et -6 points pour le père) par rapport à 2014 et aux années précédentes.

TABLEAU 12. NIVEAU D'ÉTUDES DES PARENTS

	Père (%)	Mère (%)
1 - Enseignement primaire	5,7 %	5,6 %
2 - 1er cycle secondaire	9,1 %	8,3 %
3 - 2e cycle secondaire sans accès enst sup	12,2 %	10,2 %
4 - 2e cycle secondaire accès enst sup	10,4 %	12,3 %
5 - Enseignement post secondaire non sup	6,8 %	9,6 %
6 - Enseignement supérieur	34,0 %	35,8 %
7 - Ne sait pas	9,0 %	5,3 %
8 - Indéterminé	12,7 %	12,9 %
Total	1017	100,0 %

✓ Situation des participants douze mois avant le projet

Les participants sont dans une grande diversité de situations, parmi lesquelles l'emploi à temps plein ne concerne que **26 %** d'entre eux. Les situations d'actifs en emploi ne rassemblent que **42 %** des participants (une proportion équivalente à ceux en formation), celles de non actifs 12 %. Pour ce qui est des statuts spécifiques, on notera que la proportion des volontaires est plus importante que celle des stagiaires, respectivement 16 et 6 %. Ces proportions sont sensiblement les mêmes que celles des années passées.

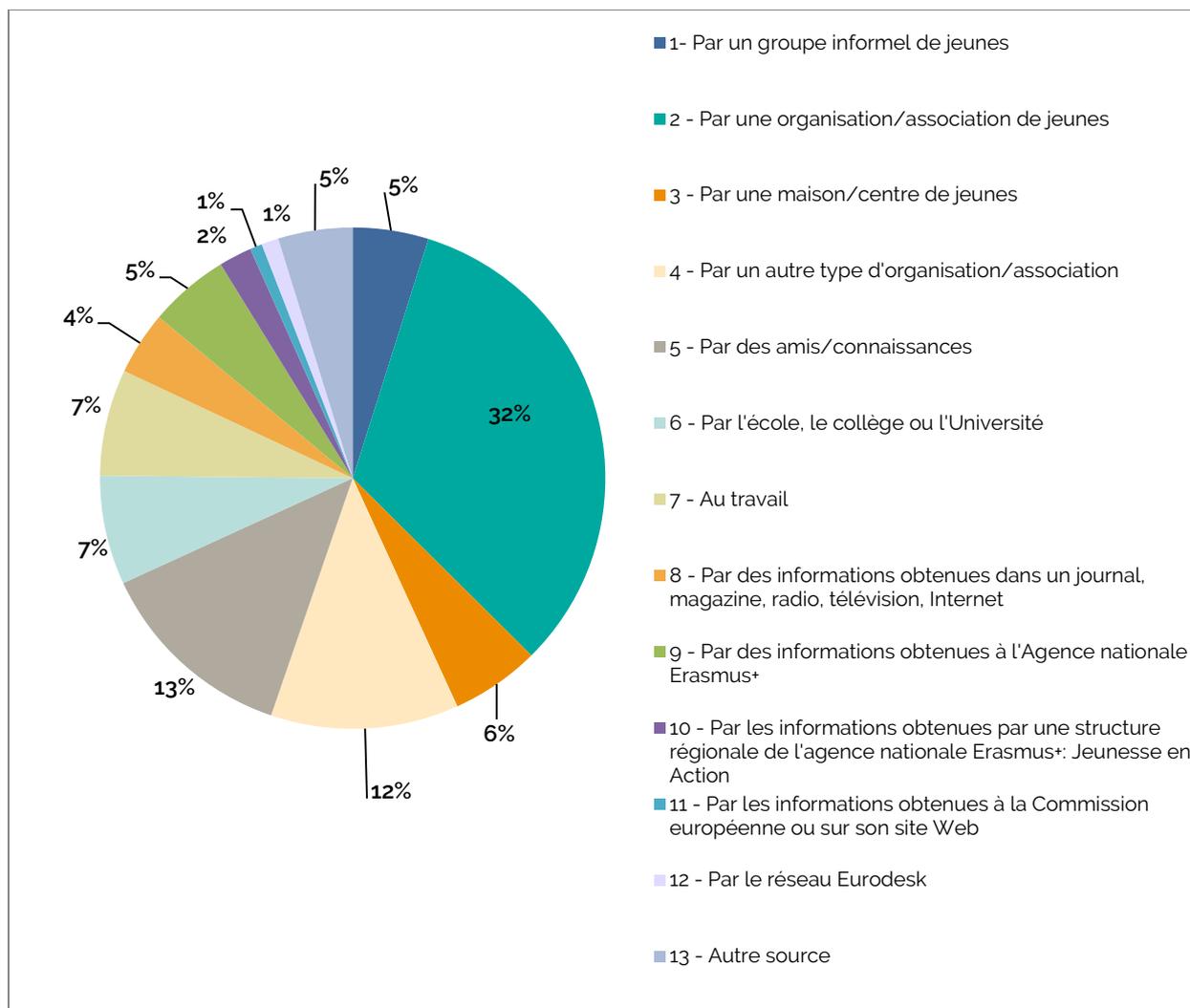
Sources d'information, motivations à participer, satisfaction par rapport au projet

Qu'est-ce qui a déterminé les répondants à prendre part au projet ? À l'issue de celui-ci, sont-ils satisfaits et pourquoi ? Telles sont les deux grandes questions qui seront abordées dans cette section.

▪ Sources d'information

Les organisations de jeunesse sont les premières sources d'information sur le programme (32 %) ; avec les autres types d'association (12 %), le milieu associatif joue un rôle particulièrement actif dans l'information. 18 % ont eu l'information *via* leurs amis ou *via* un groupe informel de jeunes, ce qui montre l'importance de la diffusion de pair à pair. L'information institutionnelle est moins citée : 5 % *via* l'agence nationale, 2 % par ses relais régionaux, 1 % *via* les supports d'information de la Commission européenne.

GRAPHIQUE 12. SOURCES D'INFORMATION



Le canal d'information privilégié diffère fortement en fonction du type d'activité. Ainsi l'information par les pairs joue plus fortement en ce qui concerne l'action KA105, mais aussi le canal des centres de jeunes. Pour l'action KA218 (mobilité des travailleurs), les vecteurs prépondérants sont l'agence nationale et la Commission européenne, donc des canaux institutionnels. L'école, l'université jouent principalement en ce qui concerne la KA347 (dialogue structuré).

▪ **Motivations**

Cinq motivations principales sont mises en avant par plus de la moitié des participants répondants, dans l'ordre :

1. Vivre de nouvelles expériences : 68 %
2. Être en contact avec une personne d'une autre culture : 65 %
3. Pour mon développement personnel : 61,5 %

4. Pour apprendre quelque chose de nouveau : 55 %
5. Le sujet du projet m'a intéressé : 54 %

La finalité d'apprentissage, en particulier à des fins de construction personnelle est donc fortement exprimée. La soif de nouveau (nouvelles expériences, nouvelles rencontres) concerne davantage les plus jeunes (moins de 25 ans) quand les plus âgés mettent en avant leur développement personnel. Il y a en revanche peu de différences entre hommes et femmes.

Les motivations varient aussi en fonction de la sous action ; ainsi la motivation qui arrive en premier dans les échanges est « s'amuser », pour le SVE « me lancer un défi », pour le dialogue structuré « m'engager dans une question politique ou sociale », enfin pour la mobilité des travailleurs/TCA « le développement personnel », voire « le développement professionnel ».

▪ **Satisfaction**

Différentes questions étaient posées aux participants pour apprécier leur satisfaction à l'issue du projet. Bien que relevant de l'évaluation générale, il paraît judicieux de présenter ces résultats suite aux motivations de départ.

82 % des PP sont tout à fait d'accord pour recommander à d'autres personnes de participer à un projet similaire et ce sont particulièrement les participants à la KA105 qui expriment ainsi leur satisfaction. De même, si 61 % des PP estiment que le projet a contribué à leur développement personnel, ce motif de satisfaction est souligné d'abord par des participants à la KA105.

Au-delà de la recommandation aux autres, l'intention de participer dans les prochaines années à un projet similaire marque une satisfaction encore plus grande (56 % des PP, modalité « tout à fait d'accord ») mais cela concerne surtout les participants à la KA218. En revanche, si l'intention d'organiser un projet identique ne recueille que 22 % des réponses des PP, une majorité de participants à la KA347 souligne ainsi à la fois leur satisfaction et leur volonté d'aller plus loin dans leur engagement (58 % tout à fait d'accord).

On notera aussi que l'implication dans le développement ou la réalisation du projet n'apparaît pas comme un motif de satisfaction premier.

Les responsables de projets

Comme dans la section précédente, il s'agira ici de préciser le profil des responsables de projets (PL). Un certain nombre de leurs caractéristiques sont identiques à celles des participants, mais le questionnaire a aussi cherché à cerner le rôle des responsables de projets dans la conduite de ceux-ci à différentes étapes.

Caractéristiques individuelles

- **Âge**

Les responsables de projets présentent un profil plus âgé que les participants. Les trois quarts ont plus de 30 ans, l'âge moyen étant de 40 ans et l'âge médian de 39 ans. C'est dans l'action clé 218 (mobilité des travailleurs de jeunesse/TCA) que l'on trouve les responsables les plus âgés.

Par rapport aux années antérieures, on observe davantage de profils dépassant l'âge de 30 ans. Mais cela peut s'expliquer par l'introduction dans le nouveau programme Erasmus + de l'action « mobilité des travailleurs de jeunesse ».

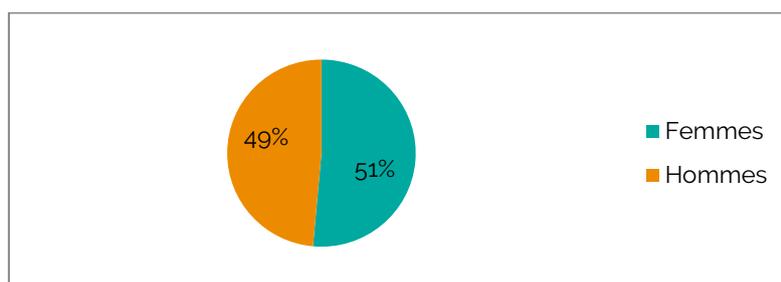
TABLEAU 13. REPARTITION DES PL PAR TRANCHE D'ÂGE

Classe d'âge	Effectif	%
21 à 30 ans	62	25,3
31 à 40 ans	81	33,1
41 à 50 ans	52	21,2
51 ans et plus	46	18,8
Indéterminé	4	1,6
Total	245	100,0

- **Genre**

La répartition des PL selon le genre est plus équilibrée que celle des participants. Là encore, on note une masculinisation par rapport aux années antérieures (+ 9 points), mais qui peut s'expliquer comme précédemment par la nouvelle sous-action « mobilité des travailleurs de jeunesse ».

GRAPHIQUE 13. GENRE DES RESPONSABLES DE PROJET



▪ **Pays de résidence/pays d'origine/pays d'accueil du projet**

Les répondants PL se répartissent en 54 % de résidents en France et 46 % résidents à l'étranger au moment du projet. Par rapport aux trois années précédentes (Jeunesse en action), la proportion de résidents en France est inférieure de 8 %.

Au regard du pays d'origine, la population de répondants se compose de 52 % de Français et 48 % de Non-Français. Si on trouve plus de responsables de projets français que d'étrangers dans les échanges, le SVE et le dialogue structuré, c'est l'inverse concernant la mobilité des travailleurs de jeunesse. On trouve aussi davantage de femmes dans les PL non français.

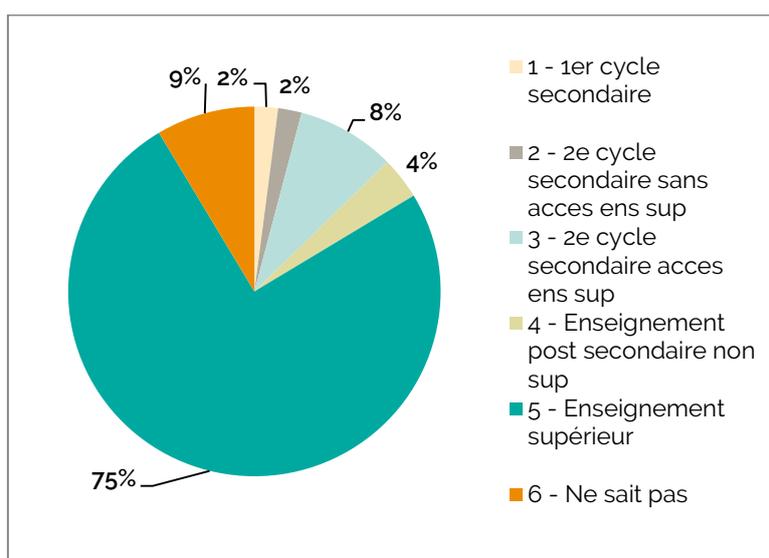
66 % des responsables de projets relèvent d'un projet se tenant dans un autre pays que le pays de résidence (pays d'accueil du projet) mais 34 % d'entre eux participent à un projet dans leur pays de résidence. C'est surtout le cas pour la KA347, comme pour les participants répondants.

▪ **Niveau d'éducation et langue maternelle**

✓ Niveau d'études

Les responsables de projets se caractérisent par un niveau d'éducation élevé : les trois quarts déclarent être diplômés de l'enseignement supérieur, mais on constate un écart important entre les hommes et les femmes. 82 % des PL femmes ont comme niveau d'éducation le plus élevé un diplôme d'enseignement supérieur, contre 68 % d'hommes. Cependant, si l'on considère le nombre d'années d'études, 11 % d'hommes déclarent avoir plus de 20 ans contre 7 % de femmes.

GRAPHIQUE 14. NIVEAU D'EDUCATION LE PLUS ELEVE



Le niveau d'études est également plus élevé chez les responsables de projets « Mobilité des travailleurs » et SVE (diplôme d'enseignement supérieur respectivement égal à 86 % (mobilité des

travailleurs de jeunesse) et 82 % SVE, contre 74 % pour les projets de dialogue structuré et 69 % pour les échanges de jeunes.

Par ailleurs, les responsables de projets, plus âgés, sont plus avancés dans leurs parcours. 12 % seulement sont encore en formation, d'ailleurs peut-être continue, mais 31 % des PL âgés de 21 à 30 ans sont dans ce cas et 50 % des PL de projets SVE.

✓ Langue maternelle

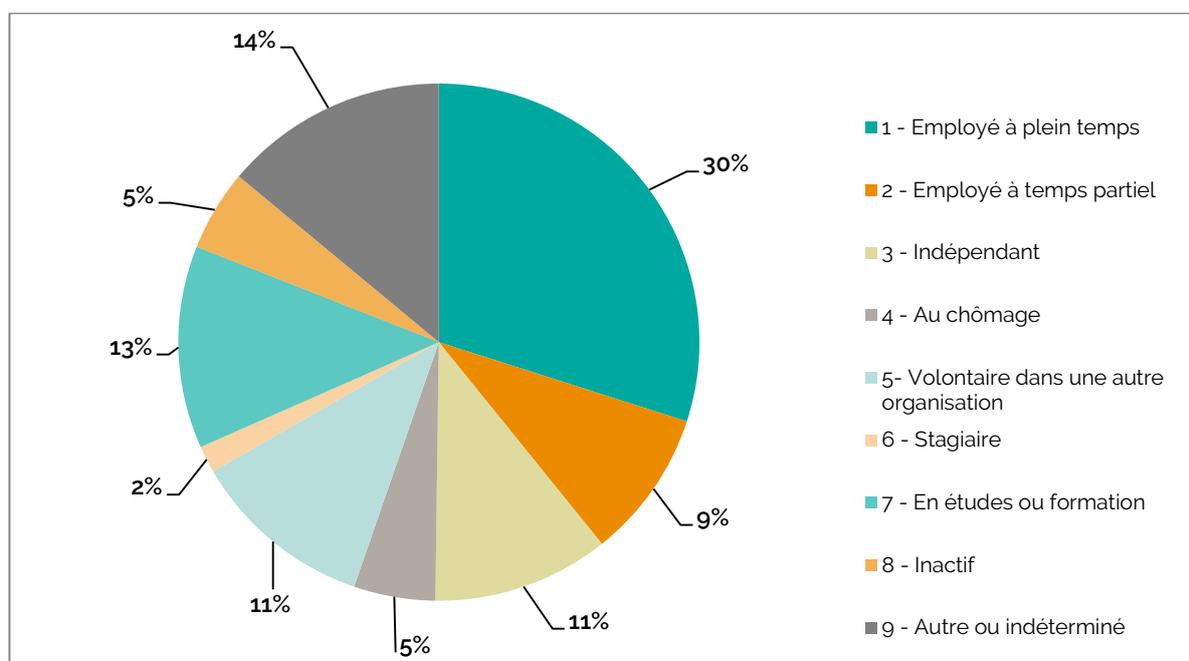
À l'instar des participants, 40 % des PL ont pour langue maternelle (langue apprise en premier lieu) le français, 60 % une autre langue. Mais 25 % des PL dont le pays d'origine est la France déclarent avoir une autre langue maternelle que le français.

Au-delà de ces informations, aucune question ne permet de mesurer le niveau de langues des PL comme cela est le cas pour les participants.

▪ **Situation des PL douze mois avant le projet**

Les responsables de projets se différencient fortement des participants par leur situation dans les douze mois précédant le projet. 50 % sont actifs en emploi. De plus, la durée moyenne en emploi à temps plein durant l'année précédant le projet est forte : elle est de 11,4 mois. On semble avoir affaire à des professionnels installés dans une certaine stabilité.

GRAPHIQUE 15. SITUATION DANS LES DOUZE MOIS AVANT LE PROJET



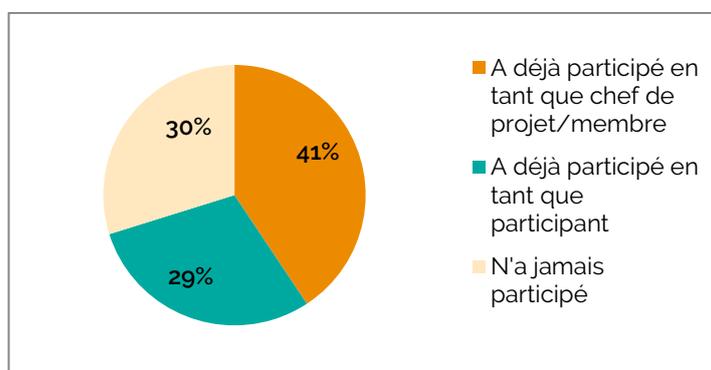
Néanmoins ce taux varie en fonction du type d'action : s'agissant de l'action « mobilité des travailleurs de jeunesse », 61 % des PL sont dans cette situation, 44 % des PL pour les projets de dialogue structuré comme

pour les échanges de jeunes, mais on ne dénombre aucun actif en emploi chez les PL de projets de SVE. La moitié de ceux-ci sont encore en formation, 33 % au chômage et 17 % se déclarent comme stagiaires.

▪ **Expériences antérieures de mobilité**

La mobilité est loin d'être une expérience inconnue pour les responsables de projets, en effet 70 % l'ont expérimentée dans le cadre du programme Erasmus + Jeunesse en action ou d'un précédent programme européen pour la jeunesse, dont 40 % en tant que chef de projet ou membre de l'équipe du projet.

GRAPHIQUE 16. EXPERIENCE ANTERIEURE DE MOBILITE



59 % déclarent même avoir été impliqués en tant que chef de projet dans au moins quatre projets antérieurs. Cette antériorité concerne davantage les PL des projets de mobilité des travailleurs de jeunesse et les hommes (63 %) plus que les femmes (54 %).

▪ **Accès au dernier projet**

Comme chez les participants, le canal principal d'information est majoritairement l'organisation/association, puis le milieu professionnel. L'information diffusée par l'agence nationale joue un rôle un peu plus important dans la mesure où c'est la troisième modalité par ordre d'importance. Cela vaut surtout pour les PL de l'action « Dialogue structuré ».

Rôle des PL dans le projet

Le questionnaire adressé aux responsables de projets permet de cerner le rôle qu'ils ont joué dans le projet, leur statut et leur degré d'implication.

▪ **Fonction exercée**

Les responsables de projets jouent un rôle certain dans la préparation des projets. 83 % d'entre eux ont participé à au moins une réunion préparatoire impliquant d'autres partenaires.

S'agissant de la réalisation, 44 % des responsables de projets indiquent avoir une fonction polyvalente, autant éducative qu'organisationnelle. Parmi ceux qui sont plus spécialisés, 27 % ont une fonction essentiellement et 13 % une fonction essentiellement organisationnelle. Les fonctions polyvalentes

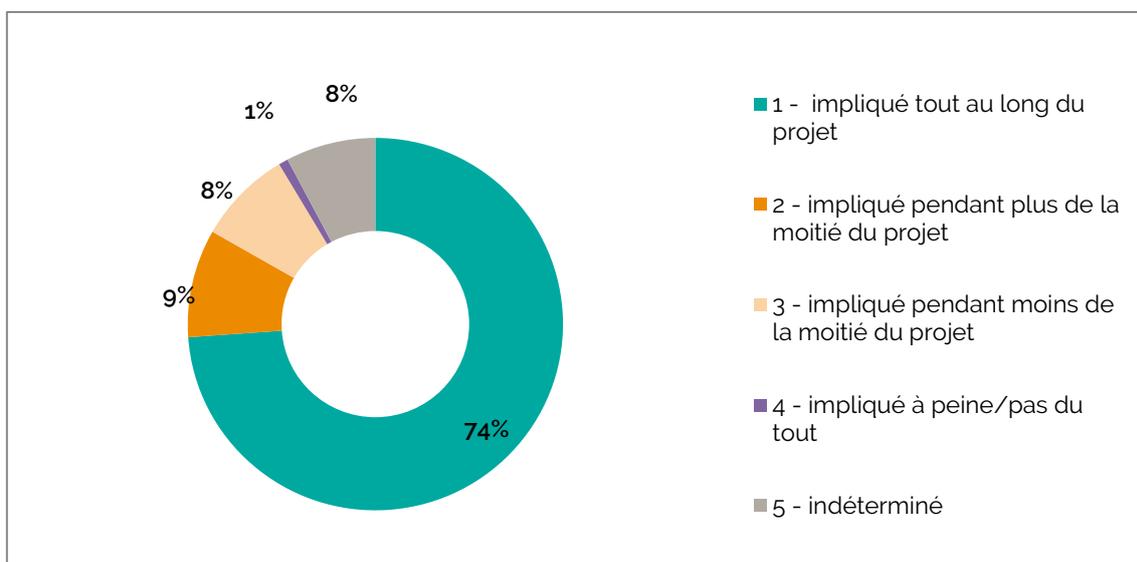
prédominant chez les PL d'échanges de jeunes, tandis que les fonctions éducatives sont prépondérantes dans le SVE (50 % des répondants concernés) et, dans une moindre mesure, dans l'action « mobilité des travailleurs de jeunesse » (34 %).

Cette réalisation paraît s'être déroulée de manière très satisfaisante, que ce soit au niveau de la collaboration entre chefs de projet et membres, caractérisée selon eux par le respect mutuel, ou au niveau de la mise en œuvre pédagogique, dont 94 % des PL pensent qu'elle était de grande qualité ; enfin la charge de travail était considérée comme satisfaisante pour 87 % des PL. Seuls les PL de projets SVE paraissent un peu plus critiques sur la mise en œuvre du projet pédagogique et la charge de travail (67 % et 60 %).

▪ **Degré d'implication durant le projet**

Leur degré d'implication est fort puisque plus de 80 % l'ont été tout le long ou au moins pendant plus de la moitié du projet. Cette implication ne varie pas en fonction de l'âge et du genre, en revanche elle semble un peu plus forte dans les projets « mobilité des travailleurs de jeunesse ». C'est dans le cadre d'actions de dialogue structuré que l'on rencontre des PL pas ou peu impliqués (13 %).

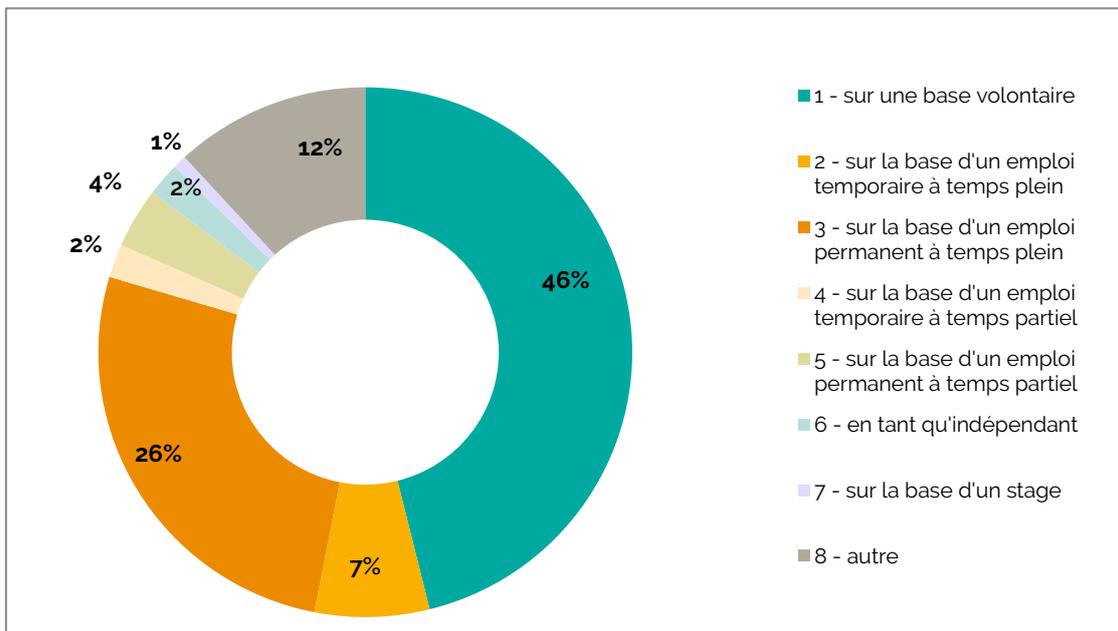
GRAPHIQUE 17. DEGRE D'IMPLICATION



▪ **Statut en tant que responsable de projet**

Rares sont les responsables de projets qui ont coopéré au projet sur la base d'un emploi temporaire à temps plein (7 %), la plupart l'ont fait soit sur une base volontaire, soit sur la base d'un emploi temporaire à temps partiel. Ceci relativise l'analyse antérieure sur la relative stabilité de la situation de ces travailleurs de jeunesse. Cependant il est possible que la modalité « sur une base volontaire » ait mal été comprise et que cela ne renvoie pas au statut de volontaire.

GRAPHIQUE 18. STATUT



SYNTHESE

Dans sa nouvelle configuration (nouveaux objectifs, nouvelles actions), le programme Erasmus + Jeunesse en action paraît bien compris des participants et des responsables de projets. Les objectifs diversifiés sont déclinés dans des actions adaptées et mieux ciblées. Un gain d'efficacité est perceptible à travers cette meilleure adéquation entre action clé/sous-action » et objectifs visés.

On observe une diversification des publics bénéficiaires. Certes, le programme demeure surtout accessible à des jeunes d'un niveau d'éducation élevé, à la recherche d'une expérience socialisante qui s'inscrit dans leur construction identitaire. Mais l'introduction de la sous-action « mobilité des travailleurs de jeunesse » attire des participants plus âgés, qualifiés, ayant une expérience de la mobilité internationale. Plus les actions ont une vocation « professionnalisante », plus leur fonction est principalement éducative.

DEUXIEME PARTIE. EFFETS PERÇUS EN TERMES D'APPRENTISSAGES CHEZ LES PARTICIPANTS ET LES RESPONSABLES DE PROJET

Cette partie est dédiée aux effets en termes d'apprentissage liés à la participation à un projet Erasmus + Jeunesse en action. On rappellera que les objectifs éducatifs sont au cœur de ce programme d'éducation non formelle. Ces effets sont étudiés à travers plusieurs types d'acquisitions : les connaissances, les attitudes, les compétences. Un développement spécifique sera consacré au développement des compétences liées au travail de jeunesse.

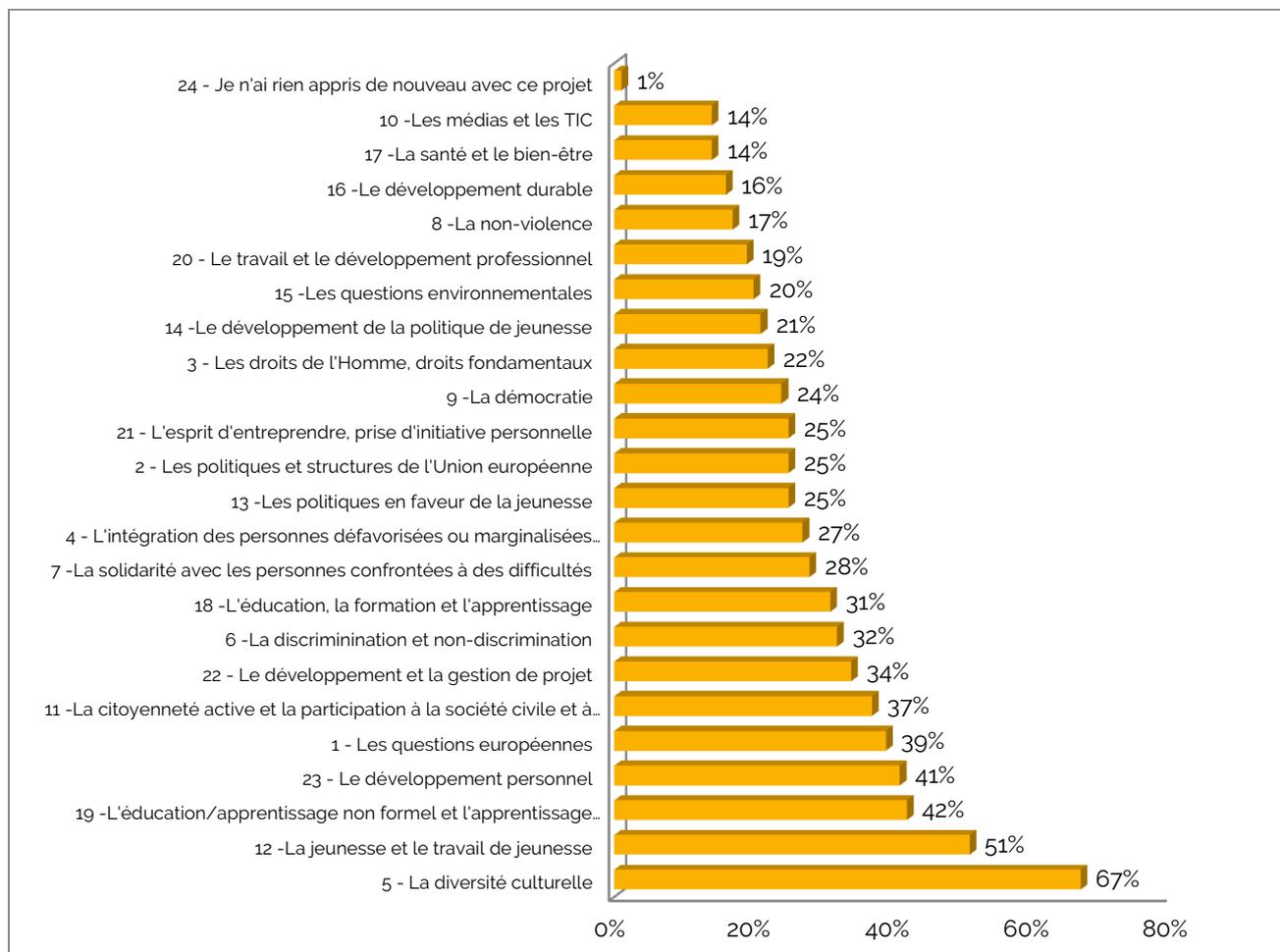
Les connaissances acquises (savoirs)

Bien que le programme Erasmus + Jeunesse en action relève de l'éducation non formelle, les participants ont l'opportunité d'acquérir de nouveaux savoirs à travers des présentations faites par des experts, par les PL ou dans le cadre d'activités thématiques durant le projet. Les responsables de projets n'étaient pas questionnés sur ce point. Les résultats présentés relèvent de l'auto-évaluation des participants.

On notera d'emblée que seulement 1 % des participants estiment ne rien avoir appris. Les cinq premiers thèmes cités sont la diversité culturelle, la jeunesse et le travail de jeunesse, l'éducation non formelle, le développement personnel, enfin les questions européennes ; vient ensuite la citoyenneté active. La comparaison avec les résultats du précédent programme n'est pas possible, la liste des items ayant changé. Ces résultats sont très cohérents par rapport aux thématiques des projets indiquées par les PL (voir *supra*, première partie).

Cependant les acquisitions de connaissances varient selon les actions clés dont relèvent les projets. La diversité culturelle n'est le thème le plus cité que dans le cadre de la KA105 (72 %) ; dans l'action KA218, c'est l'éducation non formelle (63 %) qui arrive en premier, enfin c'est la jeunesse et le travail de jeunesse dans la KA347 (58 %).

GRAPHIQUE 19. CONNAISSANCES ACQUISES PAR LES PARTICIPANTS



La transformation des attitudes (savoir-être)

Cette évolution est souvent soulignée dans les évaluations de la mobilité internationale. Dans notre échantillon, et contrairement aux acquisitions de connaissances, près d'un quart des répondants indique que sa participation au projet n'a eu aucun effet sur lui (résultats avec NR). Parmi les différentes attitudes proposées dans le questionnaire, on note que les gains principaux concernent les relations sociales, l'adaptation au changement, la confiance en soi et une meilleure connaissance de soi.

TABLEAU 14. TRANSFORMATION DES ATTITUDES (REPONSE = OUI)

1 - J'ai plus confiance en moi	74 %
2 - Je sais mieux exprimer mes pensées et sentiments	68 %
3 - Je prends davantage soin de ma santé	37 %
4 - Je suis plus autonome	68 %
5 - Je sais mieux faire face à de nouvelles situations	76 %
6 - Je sais mieux faire preuve d'empathie envers les autres	67 %
7 - Je sais mieux gérer les conflits	58 %
8 - J'ai appris à mieux me connaître	74 %
9 - Je connais mieux mes points forts et mes points faibles	70 %
10 - Je sais mieux entrer en relation avec des personnes différentes de moi	76 %
11 - Ma participation au projet n'a eu aucun effet particulier sur moi	23 %

Ces résultats varient en fonction de l'âge : l'adaptabilité, l'autonomie et la meilleure connaissance recueillent les taux les plus forts chez les moins de 25 ans, tandis que les plus âgés se distinguent en prenant plus soin de leur santé et en sachant mieux gérer les conflits.

Compétences acquises

L'efficacité du programme peut être aussi appréciée en étudiant de la même manière les acquisitions de compétences clé chez les participants. Leur auto-évaluation peut être croisée avec l'avis des PL sur les acquisitions des PP. Enfin la même question était aussi posée aux responsables de projets sur leurs propres acquisitions.

On se référera ici aux compétences acquises en les classant selon les 8 compétences clé pour l'éducation tout au long de la vie définies au niveau européen. Pour mémoire :

- CC1 : communication dans la langue maternelle
- CC2 : communication en langues étrangères
- CC3 : compétence mathématique/sciences
- CC4 : compétence numérique
- CC5 : apprendre à apprendre
- CC6 : compétences sociales et civiques
- CC7 : esprit d'initiative et d'entreprise
- CC8 : sensibilité et expression culturelles

En 2015, la compétence numérique CC4 a été remplacée par une nouvelle modalité relative à « l'éducation aux médias » (EM) dans le questionnaire de l'enquête RAY-MON.

Pour chaque compétence clé, une modalité particulière de savoir-faire était proposée.

▪ **Les compétences acquises par les participants**

Les cinq aptitudes les plus développées sont les compétences interculturelles (94 % « d'accord » et « tout à fait d'accord ») et les compétences sociales (travail d'équipe = 94 % ; compétence civique = 88 %), la compétence en langues étrangères ensuite (89 %), enfin dans une moindre mesure, l'esprit d'initiative et d'entreprendre (85 %) et la capacité d'apprendre à apprendre (84 %).

Ce qui est confirmé par les responsables de projets qui convergent globalement dans l'appréciation de la nature des compétences acquises par les participants, mais de manière surévaluée. Par exemple 99 % des PL estiment que les PP ont acquis la capacité de travailler en équipe.

Dans le PEJA, les compétences le plus fortement développées étaient les compétences interculturelles, sociales et le sens de l'initiative, avant la communication en langues étrangères.

L'importance des scores obtenus par la compétence interculturelle ne surprend pas au regard des motivations exprimées (voir supra). Le fait que le projet ait permis d'apprendre des rencontres interculturelles réalisées explique aussi le fort taux de satisfaction (voir supra).

Il est cependant intéressant de pointer la variabilité des compétences acquises en fonction de l'action clé. S'agissant de l'action clé 105, les résultats divergent peu de ceux concernant l'ensemble des participants, du fait que cette action concentre les plus gros effectifs. En revanche, on constate que l'action clé 218 (TCA) favorise plus que les autres l'acquisition de la compétence d'« esprit d'initiative et d'entreprise » ; elle permet aux participants concernés de réfléchir à leur parcours et d'envisager de nouvelles perspectives d'avenir ; en revanche elle est moins que les autres actions clé tournée vers l'acquisition de la compétence « expression culturelle » et dans une moindre mesure, de la compétence de création de médias. La KA347 « dialogue structuré » semble développer, plus que les autres actions clés, la capacité d'autonomie dans les apprentissages ; elle renforce aussi les compétences citoyennes et notamment la capacité de discussion sur les sujets politiques. *A contrario*, c'est l'action clé qui développe le moins les compétences linguistiques ainsi que l'esprit d'entreprendre (concrétisation et mise en pratique d'idées).

TABLEAU 15. COMPETENCES ACQUISES PAR LES PP

Hors NR		%			
		pas du tout d'accord	pas d'accord	d'accord	tout à fait d'accord
Ensemble des participants					
CC1	Dire ce que je pense avec conviction dans les discussions	2 %	14 %	57 %	27 %
CC2	Communiquer avec des gens qui parlent une autre langue	3 %	8 %	40 %	49 %
CC3	raisonner de manière logique et en tirer des conclusions	4 %	21 %	56 %	20 %
CC5	Savoir apprendre ou avoir plus de plaisir en apprenant	2 %	14 %	50 %	34 %
	Planifier et mener mon apprentissage de manière indépendante	5 %	26 %	48 %	21 %
CC6	Coopérer au sein d'une équipe	1 %	4 %	47 %	47 %
	Négocier des solutions communes lorsque les points de vue sont divergents	2 %	12 %	54 %	32 %
	Savoir réaliser quelque chose pour le bénéfice de la communauté ou de la société	2 %	10 %	51 %	37 %
	Discuter sérieusement de sujets politiques	9 %	27 %	39 %	25 %
CC6 compétence interculturelle	M'entendre avec des gens issus d'autres milieux culturels	2 %	5 %	38 %	56 %
CC7	Développer une bonne idée et la mettre en pratique	2 %	15 %	52 %	31 %
	Identifier des opportunités pour mon avenir personnel ou professionnel	2 %	13 %	53 %	32 %
CC8	M'exprimer de manière créative ou artistique	4 %	20 %	44 %	32 %
EM	Produire un contenu médiatique de manière autonome (imprimé, audiovisuel, électronique)	13 %	33 %	36 %	18 %

TABLEAU 16. COMPETENCES ACQUISES PAR LES PP PAR ACTION CLE

Hors NR

Modalités d'accord et tout à fait d'accord

		Ka 105	Ka 218	Ka 347	Ensemble PP
CC1	Dire ce que je pense avec conviction dans les discussions	84 %	85 %	84 %	84 %
CC2	Communiquer avec des gens qui parlent une autre langue	95 %	95 %	61 %	89 %
CC3	Raisonnement de manière logique et en tirer des conclusions	74 %	84 %	74 %	76 %
CC5	Savoir apprendre ou avoir plus de plaisir en apprenant	83 %	87 %	86 %	84 %
	Planifier et mener mon apprentissage de manière indépendante	68 %	75 %	82 %	69 %
CC6	Coopérer au sein d'une équipe	95 %	92 %	92 %	94 %
	Négocier des solutions communes lorsque les points de vue sont divergents	86 %	84 %	83 %	86 %
	Savoir réaliser quelque chose pour le bénéfice de la communauté ou de la société	88 %	89 %	87 %	88 %
	discuter sérieusement de sujets politiques	61 %	61 %	84 %	64 %
CCC-6 compétence interculturelle	M'entendre avec des gens issus d'autres milieux culturels	96 %	91 %	91 %	94 %
CC7	Développer une bonne idée et la mettre en pratique	82 %	87 %	68 %	83 %
	Identifier des opportunités pour mon avenir personnel ou professionnel	84 %	94 %	82 %	85 %
CC8	M'exprimer de manière créative ou artistique	79 %	61 %	61 %	76 %
EM	Produire un contenu médiatique de manière autonome (imprimé, audiovisuel, électronique)	52 %	47 %	51 %	54 %

▪ **Les compétences acquises par les responsables de projet**

Le programme semble bien agir en complémentarité avec d'autres cadres d'éducation formels puisque ce sont des compétences transversales⁵ qui sont davantage développées que les compétences cognitives.

En effet, les PP répondants ne mettent pas en avant les mêmes compétences que les PL pour ce qui les concerne personnellement. Arrive au premier rang la compétence linguistique – pouvoir communiquer dans une langue étrangère –, suivie de près par la communication dans la langue maternelle. Ils estiment aussi avoir développé leurs compétences sociales et civiques, en particulier leur capacité à réaliser des actions utiles à la société mais aussi leur capacité de négociation. La compétence interculturelle n'apparaît qu'en cinquième place.

TABLEAU 17. COMPETENCES ACQUISES PAR LES PL

CC1	À dire ce que je pense avec conviction dans des discussions	95 %
CC2	À communiquer avec des gens qui parlent une autre langue	96 %
CC3	À raisonner de manière logique et en tirer des conclusions	86 %
CC5	À planifier et mener mon apprentissage de manière indépendante	81 %
CC6	À négocier des solutions communes lorsque les points de vue sont divergents	94 %
	À réaliser quelque chose dans l'intérêt de la communauté ou de la société	95 %
	À m'entendre avec des gens issus d'autres milieux culturels	93 %
CC7	À développer une idée et la mettre en pratique	90 %
	À identifier des possibilités pour mon développement personnel ou professionnel	87 %
EM	À produire un contenu médiatique de manière autonome (imprimé, audiovisuel, électronique)	73 %

Il n'y a pas d'évolution par rapport au PEJA (2012-2013-2014) sauf pour la capacité d'apprendre à apprendre (CC5), placée au troisième rang antérieurement.

▪ **Les compétences acquises par les PP et les PL dans le domaine du travail de jeunesse**

Une autre manière d'apprécier les acquisitions de compétences au-delà de la classification européenne des compétences tout au long de la vie, consiste à se centrer sur le travail de jeunesse. S'agissant des participants, on s'intéressera alors à ceux qui ont pris part à la KA105 (mobilité des travailleurs de jeunesse) ainsi qu'au TCA (KA2018) (N=262). Les compétences en travail de jeunesse sont classées en cinq

⁵ Les compétences transversales renvoient aux aspects du développement cognitif qui se situent en-deçà et au-delà des disciplines. Elles font référence aux compétences qui n'appartiennent à aucun champ disciplinaire précis. Elles recouvrent des savoir-faire transférables d'une discipline à l'autre ainsi que des savoirs comportementaux liés à l'estime de soi et aux comportements à adopter face à une situation nouvelle.

catégories pour suivre l'analyse réalisée au niveau transnational⁶ : éducation, conduite de projets, politiques de jeunesse, réseaux et partenariats, transfert de compétences acquises dans la pratique.

On observe d'abord comme au niveau transnational des taux de réponses très élevés, surtout chez les responsables de projets. Ensuite, de manière identique également, les principales acquisitions se situent dans le registre de la pédagogie (éducation et transfert de compétences acquises dans la pratique, également conduite de projet). La compréhension de ce qu'est l'éducation non formelle apparaît améliorée après le projet.

Les différences entre les participants et les responsables de projets sont faibles ; par exemple, tout au plus peut-on faire l'hypothèse, sur la base des deux dernières modalités du tableau « Éducation » ci-dessous, que les PP sont un peu moins expérimentés que les PL : les premiers disent envisager de continuer à se former quand les seconds mettent l'accent sur leur meilleure maîtrise de l'évaluation des compétences.

TABLEAU 18.

EDUCATION <i>(D'accord, Tout à fait d'accord)</i>	PP	PL
Je comprends mieux maintenant le concept d'éducation et d'apprentissage non formels.	85 %	91 %
Je comprends mieux maintenant les connexions entre l'éducation et l'apprentissage formels, non formels et informels	82 %	88 %
J'ai davantage appris sur la manière de développer l'apprentissage non formel dans le travail de jeunesse.	86 %	82 %
J'ai appris à mieux choisir, modifier ou développer des méthodes adéquates pour travailler avec des jeunes	82 %	92 %
Je me sens plus apte à faire face à l'ambiguïté et aux tensions dans mon engagement dans le secteur de la jeunesse	78 %	86 %
J'ai appris à mieux faire face à des situations inattendues dans des activités éducatives avec des jeunes.	NC	89 %
J'envisage à présent de développer mes compétences en matière de travail de jeunesse via des études ou activités de formation adéquates	82 %	76 %
J'ai amélioré mes compétences au niveau de l'évaluation des acquis de l'apprentissage et du développement des compétences	77 %	83 %

Les compétences liées à la conduite d'un projet international semblent être aussi plus développées.

⁶ RAY "Exploring Erasmus+ Youth in Action . Effects and outcomes of the ERASMUS+ Youth in action Programme. Transnational analysis 2015/2016 "(Doris Bammer, Helmut Fennes, Andreas Karsten). 2017.

TABLEAU 19.

CONDUITE DE PROJETS <i>(D'accord, Tout à fait d'accord)</i>	PP	PL
J'ai appris davantage comment impliquer activement les jeunes dans la préparation et la mise en œuvre de projets.	82 %	93 %
J'ai appris comment mieux travailler dans une équipe internationale.	84 %	89 %
S'il y a lieu, j'envisage maintenant d'inclure une dimension internationale dans mon travail avec les jeunes.	82 %	88 %
Je me sens maintenant plus en mesure d'obtenir un soutien financier pour des activités impliquant des jeunes	62 %	73 %
Je me sens mieux équipé(e) pour garantir la qualité d'un projet que j'organise pour des jeunes.	79 %	90 %
J'ai amélioré mes compétences au niveau de la conception d'une activité/projet pour les jeunes basé sur leurs intérêts et leurs besoins en matière d'apprentissage	82 %	90 %
J'ai appris à mieux développer et à mettre en place un projet international pour les jeunes.	84 %	89 %

S'agissant du partenariat et du développement de réseaux, 84 % des PP comme des PL disent « être maintenant impliqués dans des partenariats et réseaux offrant des possibilités pour une coopération future dans le secteur de la jeunesse ». En revanche, les acquisitions paraissent moindres tant en ce qui concerne les politiques européennes de jeunesse : les trois quarts des PP et des PL ont développé leurs connaissances sur le sujet et ont appris comment mieux contribuer à celles-ci.

SYNTHESE

Ainsi que cela avait été montré dans le précédent programme, la participation à un projet de mobilité internationale dans le cadre d'Erasmus+ : Jeunesse en action favorise assurément les apprentissages selon les participants et les responsables de projet enquêtés.

Les compétences clé acquises diffèrent selon les actions clé. Le dialogue structuré répond bien à ses objectifs en permettant l'apprentissage de compétences citoyennes ; le TCA développe l'esprit d'initiatives et d'entreprise, ce qui permet d'entrevoir autrement son parcours professionnel ; la KA105 renforce la communication en langues étrangères et les compétences interculturelles.

Les capacités en communication (langues) sont amplifiées pour les responsables de projet. En outre, pour ceux qui sont des professionnels de jeunesse, les acquisitions principales résident dans les démarches pédagogiques, ce qui occasionne une meilleure appréhension de l'éducation non formelle.

TROISIÈME PARTIE. EFFETS PERÇUS SUR LES TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES ET SUR LES ORGANISATIONS

Cette partie est consacrée aux effets des projets sur les trajectoires des individuelles des participants et des responsables de projets, sur l'activité des organisations dont relèvent les responsables de projets, enfin sur les communautés locales là où les projets ont été organisés.

Les développements sur les individus se décomposent eux-mêmes en effets sur les engagements et la citoyenneté active, effets sur la mobilité internationale et enfin effets sur les parcours de formation et d'emploi. Il s'agit ici de mesurer l'efficacité du programme eu égard aux objectifs politiques et sociaux poursuivis : citoyenneté, dialogue interculturel, insertion sociale et professionnelle.

Effets sur la participation et la citoyenneté active

Les notions de participation et citoyenneté active sont appréhendées ici de façon large et renvoient à des questions classiques comme la démocratie, l'égalité, la liberté, les droits de l'homme, la paix, mais aussi à des enjeux plus contemporains comme le développement durable, l'anti racisme et l'anti-discrimination, la diversité culturelle...

Différentes questions étaient posées aux participants et aux responsables de projets pour apprécier les évolutions de leurs engagements politiques et sociaux. On a pu déjà mentionner dans les développements précédents quelles acquisitions avaient été réalisées concernant la participation et la citoyenneté active et notamment la particulière efficacité de l'action clé Dialogue structuré pour favoriser des apprentissages de connaissances ou de savoir-faire en la matière (voir supra). Pour ne rappeler que quelques chiffres particulièrement significatifs, 83 % des participants à la KA347 disent avoir appris à « discuter sérieusement de sujets politiques » quand ce sont seulement 60 % dans la KA105. De même un score particulièrement haut est atteint en ce qui concerne la capacité à réaliser quelque chose dans l'intérêt de la communauté : 88 %, de manière ici non différenciée entre les différentes actions clés.

Pour compléter cette première approche, on s'intéressera successivement aux valeurs et aux engagements après le projet chez les participants.

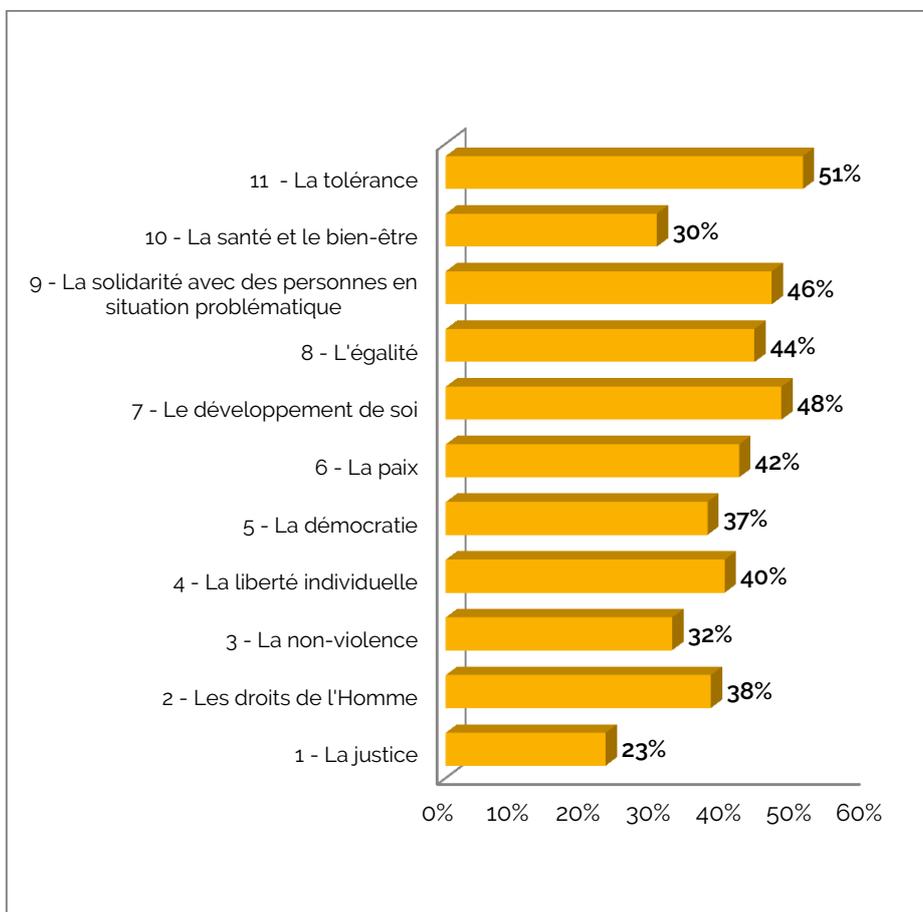
Les valeurs

Mais on peut apprécier aussi apprécier les évolutions à travers les apprentissages de valeurs. La question posée était de savoir si certaines valeurs avaient pris plus d'importance après la participation au projet.

On observe que les valeurs liées à la démocratie ont pris plus de sens pour plus de 40 à 50 % des participants, au premier rang desquelles la tolérance, la liberté, l'égalité, la paix, la liberté. La solidarité a pris aussi de l'importance, marquant le développement de l'altruisme, mais pouvant cependant entrer en tension avec le souci du développement de soi qui a également progressé.

La démocratie est particulièrement mise en avant dans l'action clé 347. Ce qui vient renforcer l'analyse précédente d'efficacité de celle-ci au regard des objectifs de participation et de citoyenneté active du programme.

GRAPHIQUE 20. VALEURS AYANT PRIS PLUS D'IMPORTANCE APRES LE PROJET



Évolution des engagements

Les résultats sont particulièrement intéressants s'agissant de l'évolution des engagements. La même question était posée aux participants et aux responsables de projets.

▪ **Les engagements des participants**

On notera d'abord que les PP constituent un public de jeunes particulièrement engagé, puisque les deux tiers disent le poursuivre (modalité « de la même manière »). Les effets déclarés sont forts en ce qui concerne le rapport à la diversité culturelle, le rapport à l'Europe, l'intérêt pour contribuer au développement des politiques de jeunesse (plus ou moins la moitié des participants). Mais un tiers dit encore avoir développé des engagements concrets pour soutenir des causes (par exemple la lutte contre les discriminations (36 %) ou en tant que volontaire (35 %). L'engagement dans la vie politique et démocratique recueille lui le taux le plus faible. Ces résultats suivent exactement les mêmes tendances que celles observées en 2012-2013-2014 pour le PEJA.

Si l'on compare les résultats français aux données transnationales, les effets apparaissent un peu moins importants dans notre pays qu'en Europe : ainsi par exemple on constate un différentiel de 8 à 9 points concernant le rapport à la diversité culturelle, l'engagement dans la lutte contre les discriminations, ou encore dans la société civile. Enfin, des trois actions clés il semble que ce soit la KA105 qui contribue le plus au renforcement des engagements, si on regroupe les diverses modalités.

TABLEAU 20. EFFETS RELATIFS A LA PARTICIPATION ET LA CITOYENNETE SUR LES PARTICIPANTS

Hors NR	moins qu'avant le projet	de la même manière	plus qu'avant le projet
Je reste informé(e) sur des actualités européennes	1,3 %	61,7 %	33,4 %
Je m'engage dans la société civile	1,9 %	66,2 %	27,8 %
Je soutiens activement l'intégration des personnes avec moins d'opportunités	1,5 %	65,9 %	28,3 %
Je contribue activement à la protection de l'environnement (par ex, en recyclant...)	1,8 %	68,6 %	25,7 %
Je participe à la vie démocratique/politique	3,2 %	73,7 %	18,8 %
Je m'engage dans des activités de volontariat	2,1 %	58,9 %	35,2 %
J'apprécie la diversité culturelle	0,7 %	38,9 %	56,2 %
Je suis intéressé(e) à contribuer au développement de la politique de jeunesse	2,6 %	50,4 %	43,0 %
Je me sens européen(ne)	2,1 %	49,9 %	44,4 %
Je m'engage dans la lutte contre la discrimination, l'intolérance, la xénophobie ou le racisme	1,6 %	58,8 %	36,3 %

▪ **Les engagements des responsables de projet**

Interrogés sur les effets sur eux-mêmes de la participation aux projets, on notera particulièrement que les PL indiquent que, plus qu'avant le projet, ils désirent d'abord contribuer au développement de la

politique de jeunesse (48 %) ; 39 % se sentent plus européens, et 38 % restent plus informés sur l'Europe, enfin ils soutiennent activement l'intégration sociale des JAMO (37 %) ou la lutte contre les discriminations. Les nouveaux objectifs d'Erasmus semblent bien intégrés par les PL. En revanche, le score du rapport à la diversité culturelle chute fortement. L'effet « découverte » ne joue pas comparativement aux participants.

La comparaison avec le PEJA n'est possible que sur quelques items, mais les tendances sont identiques que cela concerne l'information sur l'Europe ou le sentiment d'être plus européen ou encore l'engagement dans la vie sociale et politique.

TABLEAU 21. EFFETS RELATIFS A LA PARTICIPATION ET LA CITOYENNETE SUR LES RESPONSABLES DE PROJET

	Plus qu'avant le projet
	% (hors NR)
1 - Je reste informé(e) sur des actualités européennes	38 %
2 - Je m'engage dans la société civile	27 %
3 - Je soutiens activement l'intégration des personnes avec moins d'opportunités	37 %
4 - Je participe à la vie démocratique/politique	15 %
5 - J'apprécie la diversité culturelle	16 %
6 - Je suis intéressé(e) à contribuer au développement de la politique de jeunesse	48 %
7 - Je me sens européen(ne)	39 %
8 - Je m'engage dans la lutte contre la discrimination, l'intolérance, la xénophobie ou le racisme	40 %

Effets sur la mobilité internationale

Comme on l'a montré dans la partie précédente, avant le dernier projet auquel ont participé les bénéficiaires comme les responsables de projet enquêtés, l'expérience de la mobilité internationale est grande. Quels sont les effets du dernier projet sur les trajectoires de mobilité internationale des participants, la question n'étant pas posée comme telle aux PL ?

Le dernier projet a permis principalement, on le voit, un élargissement des contacts et des réseaux, mais les réponses varient selon le type d'action clé, en cohérence avec leurs objectifs respectifs. Ainsi si la KA105 confère plus d'autonomie dans les déplacements à l'étranger, en revanche, la KA318 favorise davantage l'engagement dans une association ou organisation (70 % contre 58 %), et le souhait de rester en contact avec les réseaux découverts est beaucoup plus fort dans la KA218 (TCA).

TABLEAU 22. EFFETS SUR LA MOBILITE INTERNATIONALE DES PP

<i>Hors NR</i>	D'accord et tout à fait d'accord
Je suis mieux en mesure de me déplacer de manière autonome à l'étranger	82,0 %
J'ai l'intention d'aller à l'étranger pour y étudier, travailler, faire un stage ou y vivre	79,0 %
J'ai appris à connaître des gens d'autres pays avec lesquels je suis toujours en contact	87,0 %
J'ai établi des contacts avec des gens dans d'autres pays qui peuvent m'être utiles dans mon engagement dans les questions sociales et politiques	77,0 %
J'ai l'intention de rester en contact avec les réseaux que j'ai établis pendant le projet	90,0 %
J'ai l'intention de développer des activités ou des projets communs avec les personnes dont j'ai fait la connaissance au travers du projet	76,0 %
J'ai l'intention de devenir membre d'une association ou d'une organisation ou d'un mouvement politique et/ou social	58,0 %

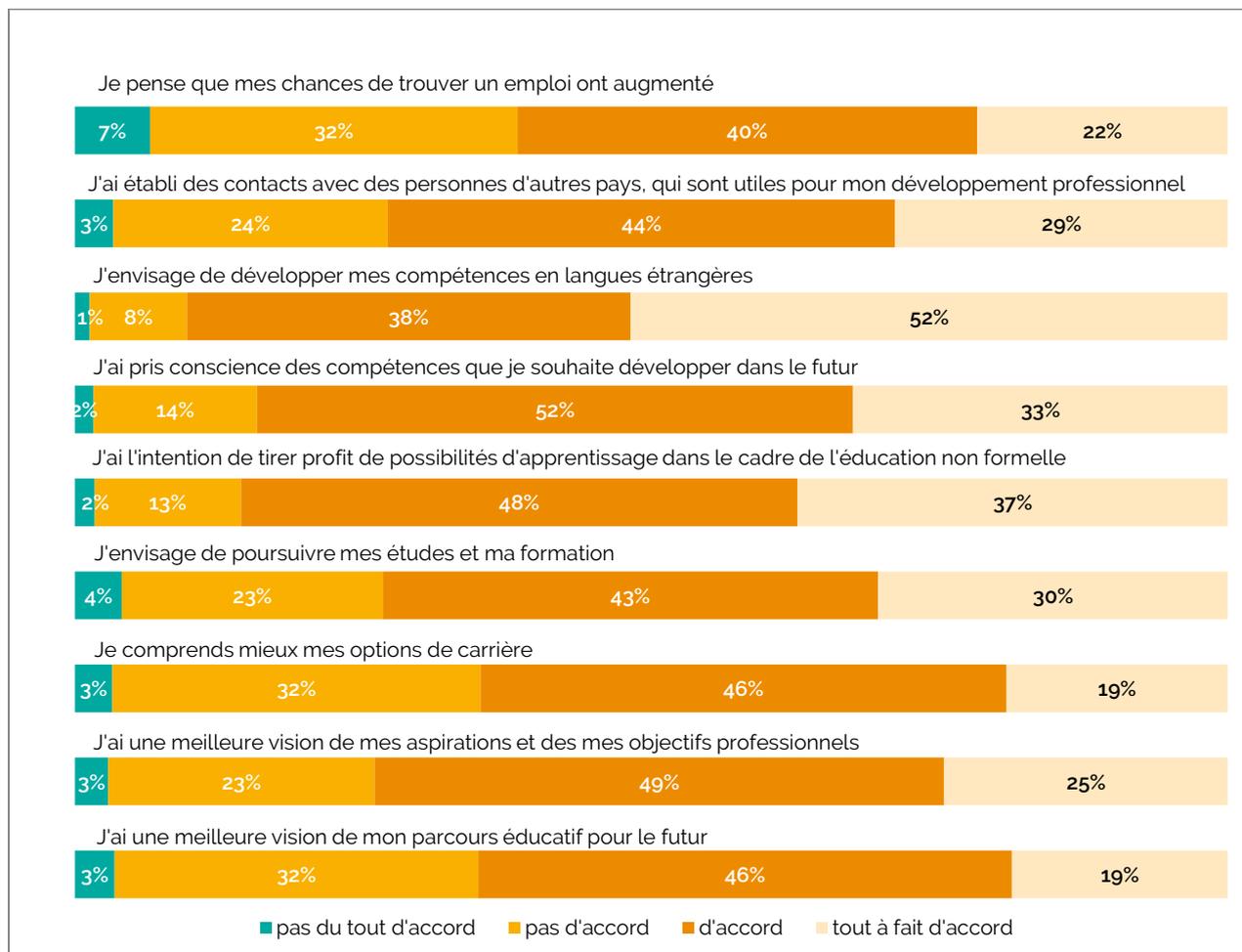
Effets sur les parcours de formation et les carrières

Une batterie de questions identiques était posée aux participants et aux responsables de projet en ce qui concerne leur auto-évaluation des effets du projet sur leurs trajectoires futures, éducatives et professionnelles.

On distinguera les effets perçus sur les parcours éducatifs de ceux sur les parcours professionnels tout en comparant les réponses des PP et des PL.

| S'agissant des parcours éducatifs, on est d'abord frappé d'une manière générale par l'expression du désir d'apprendre plus après le projet. C'est l'expression concrète de l'acquisition de la compétence « apprendre à apprendre » examinée antérieurement (voir supra, partie 2). Les deux tiers des PP et des PL envisagent de poursuivre leur parcours éducatif. L'accroissement des compétences en langues étrangères est priorisé par les deux groupes de répondants, avec cependant des taux supérieurs à la modalité « tout à fait d'accord » chez les participants.

GRAPHIQUE 21. EFFETS DU PROJET SUR LES TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES ET DE FORMATION SELON LES PARTICIPANTS



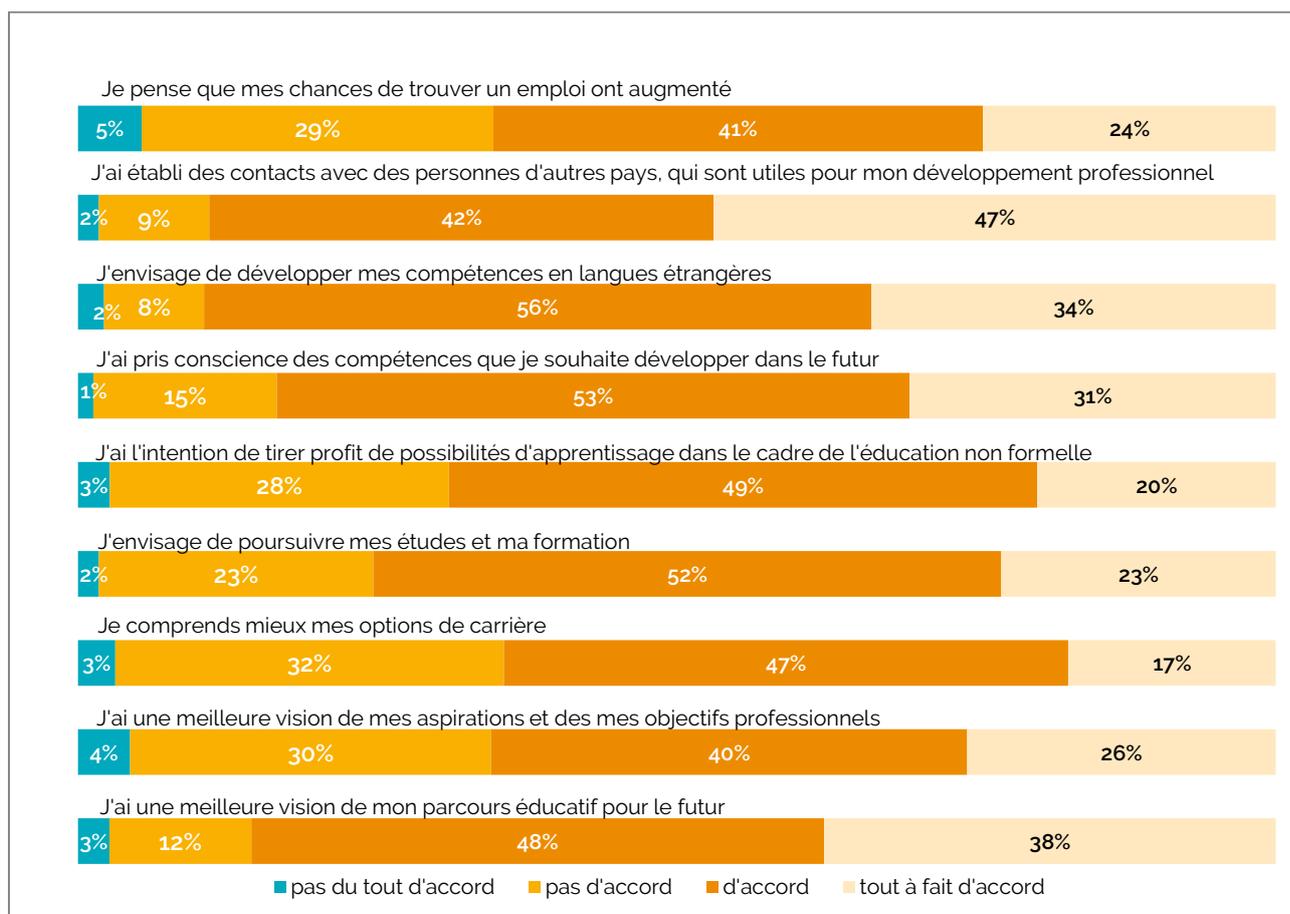
Si l'on compare les deux groupes, on observe cependant quelques différences dans les réponses : les PP disent ensuite vouloir tirer profit des opportunités d'apprentissages dans le cadre de l'éducation non formelle – c'est l'effet découverte déjà pointé –, quand les PL disent avoir une meilleure vision de leur parcours éducatif.

En ce qui concerne les parcours professionnels, les PP comme les PL estiment en premier lieu qu'ils sont plus conscients des compétences à acquérir dans le futur. Les projets agissent comme un révélateur des manques et des améliorations en termes d'aptitudes. Ce type de réponse indique qu'un processus de professionnalisation est à l'œuvre, qui passe, dans le cadre de l'éducation tout au long de la vie, par la nécessité d'entretenir, voire de développer, ses qualifications. De façon cohérente, on note aussi une meilleure vision des objectifs professionnels.

En revanche, les PP et les PL des projets relevant de l'enquête en France paraissent plus prudents dans l'estimation que leurs chances de trouver un emploi ont augmenté. Au niveau transnational,

l'optimisme est un peu plus marqué (respectivement 69 %, si on additionne les modalités « d'accord » et « tout à fait d'accord », chez les PP et 76 % chez les PL). La comparaison avec les précédentes enquêtes (2012-2014) n'est pas possible en raison de la reformulation de ces questions.

GRAPHIQUE 22. EFFETS DU PROJET SUR LES TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES ET DE FORMATION SELON LES RESPONSABLES DE PROJET



Effets sur les organisations et sur les communautés

Nous quittons ici les effets perçus par les PP et les PL sur leurs trajectoires individuelles pour aborder ceux plus collectifs perçus sur les organisations et sur les communautés dans lesquelles le projet s'est déroulé. Les réponses présentées dans le présent rapport se cantonnent aux appréciations des responsables de projet.

Effets sur les organisations selon les responsables de projet

Différentes questions étaient posées aux PL concernant les effets du programme sur leurs organisations. Pour faciliter la compréhension des réponses, celles-ci ont été classées de manière thématique, à l'instar du rapport transnational :

- Dans le domaine de l'éducation (items 8 et 9 sur le graphique 23), si plus de 90 % des PL (addition des réponses « d'accord » et « tout à fait d'accord », hors NR) estiment que le programme a permis à l'organisation de développer des compétences pour offrir de l'éducation non formelle, seuls 75 % d'entre eux pensent que le programme a permis une amélioration des processus de reconnaissance et de validation des compétences des jeunes en dehors du Youth Pass (dont 28 % seulement tout à fait d'accord).

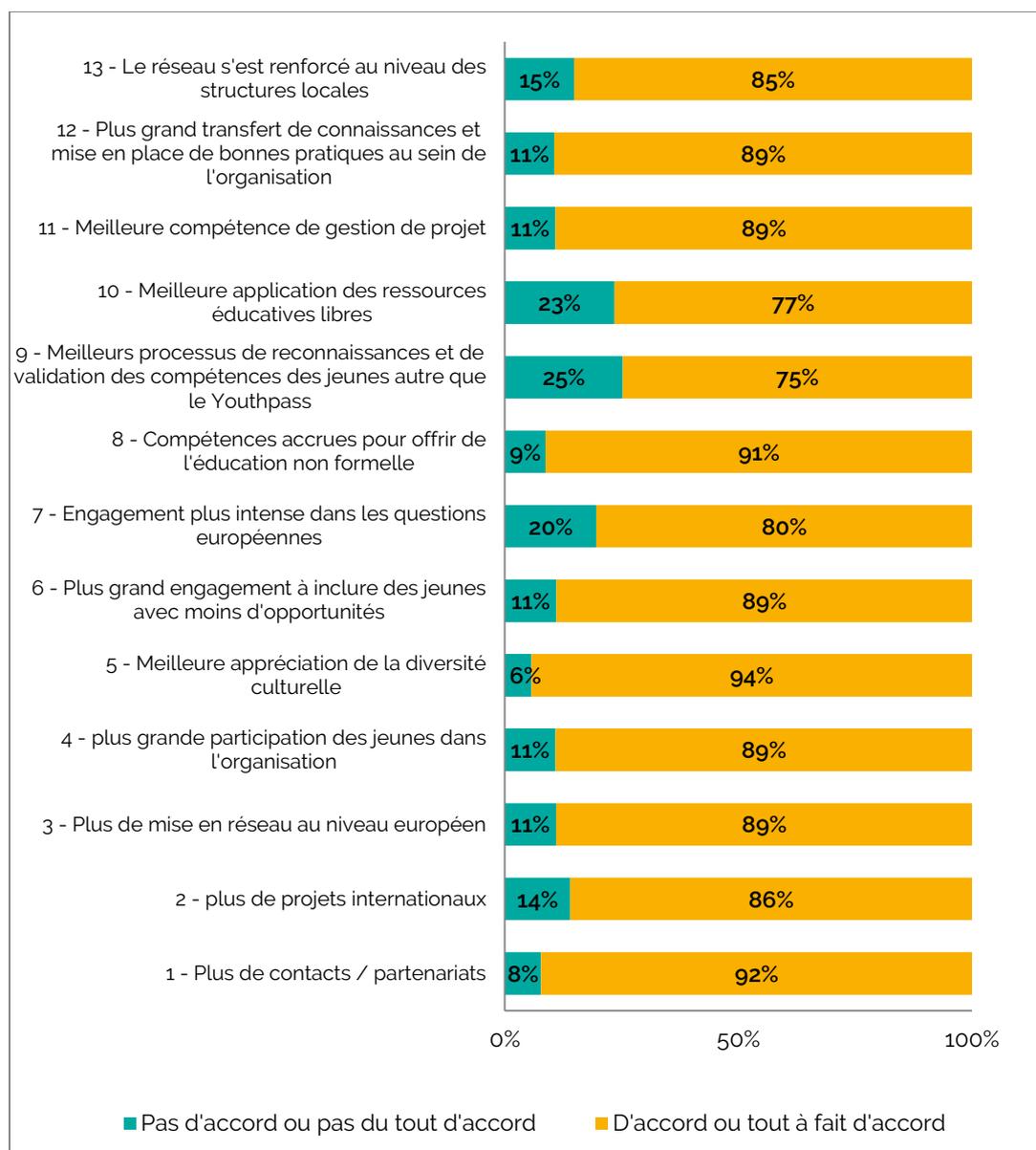
- S'agissant du management de projets (items 4, 6,11), les réponses sont homogènes et atteignent un haut niveau de scores (89 %). L'engagement à inclure des jeunes avec moins d'opportunités s'est développé par rapport au précédent programme (2012-2013-2014 [+ 20]). Pour ce qui est du développement des politiques de jeunesse (items 5 et 7), on note un écart important d'appréciation selon les items : l'appréciation de la diversité culturelle grandit dans les organisations selon les PL , c'est d'ailleurs le score le plus haut atteint dans la panoplie de questions posées (94 %) ; l'engagement dans les questions européennes recueille beaucoup moins de réponses consensuelles (80 % dont 33 % « tout à fait d'accord ») ; on ne note pas d'évolution par rapport au programme antérieur.

- Plusieurs items concernaient l'évolution des partenariats au niveau international et au niveau local (1,2,3, 13), le programme semble avoir surtout développé le nombre de partenaires potentiels que de projets internationaux effectifs ; en revanche si l'on compare au précédent programme, le réseau des organisateurs du projet semble avoir progressé au niveau local (85 au lieu de 79 %).

- Cela peut s'expliquer par un plus grand transfert de connaissances et de bonnes pratiques au sein de l'organisation (89 %).

Ces appréciations varient selon le type d'activité : c'est le SVE qui favorise le plus la mise en réseau au niveau européen, quand le dialogue structuré favorise le plus à la fois une meilleure appréciation de la diversité culturelle et un meilleur management de projet ; enfin, la mobilité des travailleurs de jeunesse facilite l'augmentation des partenaires potentiels.

GRAPHIQUE 23. EFFETS SUR L'ORGANISATION SELON LES PL



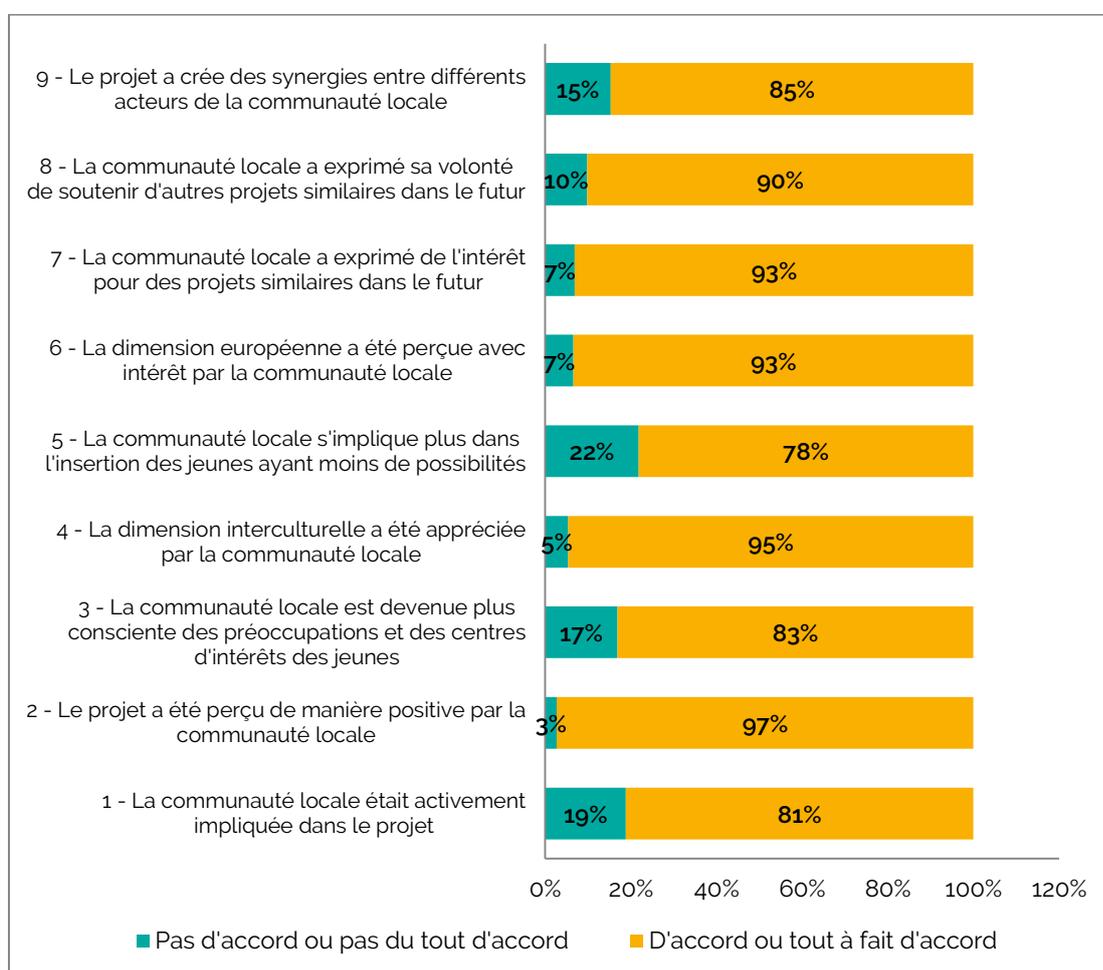
Effets sur les communautés locales selon les responsables de projet

Là encore, différentes questions cherchaient à caractériser les effets perçus sur la communauté locale où le projet s'était déroulé.

Selon les responsables de projet, les communautés locales ont apprécié fortement la réalisation des projets sur leur territoire, notamment en raison de leur dimension interculturelle et européenne. Cet accueil positif favorise l'organisation de projets similaires dans le futur.

L'analyse selon les différents types d'action montre que le dialogue structuré semble favoriser davantage l'implication active de la communauté locale dans le projet (78 %) ; également et peut-être de manière conséquente, grâce au projet, des synergies se sont développées entre les acteurs locaux dans le cadre de ce type d'action. Par là même, les communautés locales ont pris conscience des préoccupations et centres d'intérêt des jeunes. Ce résultat est intéressant car des retombées positives du programme européen sont effectives au niveau territorial, pouvant impacter le développement d'actions publiques et/ou privées futures.

GRAPHIQUE 24. EFFETS DU PROJET SUR LA COMMUNAUTE LOCALE SELON LES PL



Par rapport au programme antérieur (enquêtes 2012-2013-2014), les mêmes tendances perdurent avec cependant 2 à 3 points de plus en 2015-2016 sur chaque item.

SYNTHESE

Le programme Erasmus + Jeunesse en action se distingue historiquement du programme Erasmus+ tout au long de la vie par sa visée de développement de la citoyenneté active chez les jeunes. Cet objectif semble atteint que ce soit à travers l'appropriation par une majorité de participants de valeurs démocratiques, et au-delà par le développement de l'altruisme au fondement des engagements sociaux. En outre, les engagements des participants comme des responsables de projet se renforcent notamment sur l'Europe, les politiques de jeunesse ou encore pour des causes en faveur de la justice sociale.

Ces infléchissements de parcours concernent aussi la formation et la carrière. Le programme agit comme un dynamiseur de l'appétence à apprendre, à se perfectionner, notamment dans le cadre de l'éducation non formelle, ce qui permet de réviser les objectifs professionnels.

Au-delà des impacts sur les individus, les organisations apprennent également et acquièrent une expertise diversifiée à travers la conduite de projets européens avec de multiples partenaires. Les communautés locales accueillent les projets de manière très positive, même si leur implication directe reste modeste.

QUATRIÈME PARTIE. EFFETS PERÇUS DU PROGRAMME SUR LES JEUNES AVEC MOINS D'OPPORTUNITÉS

Dans le champ de l'éducation non formelle, une stratégie dite « d'inclusion sociale⁷ » est à l'œuvre qui vise principalement à permettre à tous les jeunes, sans condition de diplôme ou de statut, d'accéder à la mobilité. Dans cette perspective, l'Union européenne a défini, dès 2000 dans le programme Jeunesse, puis dans le programme Jeunesse en action (PEJA) qui se perpétue dans le nouveau programme Erasmus+ : Jeunesse en action, une catégorie-cible prioritaire, *les jeunes avec moins d'opportunités* (JAMO). Cette notion désigne des jeunes issus d'un milieu culturel, géographique ou socio-économique défavorisé ou en situation de handicap. L'instauration de cette catégorie cible prioritaire répond par conséquent à une double préoccupation en termes d'équité. En premier lieu, il s'agit d'assurer une équité d'accès ; le programme se doit d'atteindre ces jeunes désavantagés ; en second lieu, le souci est de garantir une équité sociale (Lenoir, 2012) par la prise en compte des conditions sociales contextuelles, ainsi qu'à travers la qualité des projets et des pédagogies différenciées : les bénéfices tirés par les JAMO en termes d'apprentissages doivent être équivalents à ceux de leurs pairs non désavantagés.

Dans l'évaluation des impacts du PEJA sur ses bénéficiaires réalisée de 2012 à 2015, il est apparu en France, et dans les autres pays membres du réseau RAY, que les principaux bénéficiaires du PEJA sont des jeunes diplômés et en bonne voie d'insertion. Ces résultats donnent crédit aux analyses selon lesquelles le programme serait « sélectif » (voire « élitiste », contrairement aux objectifs de départ (Bouchaud, 2011). Dans ce rapport, l'équité effective du nouveau programme Erasmus+ est appréhendée à travers deux questions distinctes : Dans quelle mesure le programme est-il accessible aux JAMO ? Qu'en est-il des « performances » d'apprentissage de ces jeunes, comparés à des jeunes sans difficulté ?

Les caractéristiques des JAMO

Les jeunes avec moins d'opportunités sont appréhendés à travers un faisceau de critères renvoyant à la définition européenne officielle. Celle-ci fait référence à différents obstacles rencontrés dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la mobilité et à la participation sociale et politique, et renvoie à de multiples facteurs qui, souvent, se cumulent.

77 % des participants disent ainsi avoir rencontré au moins un obstacle dans leur parcours ; les obstacles à l'emploi devançant largement les autres (30 %) contre 17,5 % dans le domaine de la mobilité, 16 % dans celui de la citoyenneté, enfin 14 % dans le domaine de l'éducation.

⁷ www.salto-youth.net/downloads/4-17-3103/InclusionAndDiversityStrategy.pdf

Quand on les interroge sur la nature des difficultés qui se rattachent à ces obstacles, 52 % répondent d'abord « le manque d'argent », 15 % des difficultés liées à de mauvaises connexions de transport, 12 % des difficultés liées à l'origine sociale, 9 % à leur bas niveau de qualification.

11 % appartiennent à une minorité (culturelle, ethnique, religieuse, linguistique), dont le tiers est d'origine immigrée.

La question était également posée concernant le sentiment de traitement équitable (*fair share*). Ainsi parmi ceux qui répondent à la question (80 %), 17 % estiment ne pas recevoir ce à quoi ils ont droit, 13 % qu'ils reçoivent beaucoup plus que ce à quoi ils ont droit, et 41 % qu'ils reçoivent ce à quoi ils ont droit.

Un accès des jeunes défavorisés au programme plus faible en France qu'au niveau européen

Analyser l'accès des JAMO à partir de ces critères n'est pas aisé. En outre, ces multiples facteurs se cumulent et l'on n'a pas seulement affaire à une catégorie multidimensionnelle, la catégorie est aussi très plastique, variant selon les contextes socio-culturels et socio-économiques nationaux ; enfin, c'est une catégorie subjective, différant selon les individus et leur situation en fonction de l'évaluation qu'ils font des obstacles rencontrés.

Du coup, ces caractéristiques en font une catégorie controversée. Pour les uns (Markovic *et al.*, 2015), cette approche cherchant à concilier des états et des processus est « *probablement plus adaptée pour faire face à des circonstances mouvantes et à la diversité des trajectoires juvéniles* », pour les autres (Bier, 2011, Bouchaud, 2011), il s'agit d'une catégorie « floue, essentiellement pragmatique » et « stigmatisante » dans les faits. Son appréciation relève *in fine* des agences nationales gérant le programme PEJA et place ces dernières dans un rôle d'« experts sur autrui » (Lima, 2013).

Les données recueillies dans l'enquête RAY-MON donnent la possibilité d'atténuer cette critique relative à la mollesse et au caractère subjectif de la catégorie en intégrant dans la définition des JAMO des critères objectifs sur leur situation réelle. Ceux-ci sont disponibles dans la base des réponses recueillies. On obtient ainsi, en combinant au moins trois facteurs d'exclusion (obstacles) objectifs et subjectifs relatifs à de la situation des jeunes, et en prenant en compte l'expression d'un sentiment de discrimination, une catégorie JAMO « consolidée ». Du fait de la variabilité des contextes nationaux qui impacte les appréciations subjectives des facteurs d'exclusion, l'analyse est également réduite aux seuls participants français.

Sur les 494 bénéficiaires français ayant répondu à l'enquête 2015-2016, 94 jeunes, soit **19 %**, peuvent être considérés comme des JAMO au regard de l'exploitation des données réalisées. Dans le cadre de la même enquête RAY-MON 2015/2016 et sur la base de la même méthode, le réseau RAY a décidé d'analyser les données recueillies dans les pays membres du réseau, auprès d'un échantillon de

16 373 bénéficiaires. Cette analyse établit la proportion de JAMO à **21 %** de l'échantillon (hors non réponses)⁸.

Ces résultats européens sont proches du taux de 19 % de JAMO en France ; ils montrent globalement que le programme reste socialement sélectif et encore trop peu efficace en ce qui concerne l'accès de cette catégorie de jeunes au programme. L'enjeu de l'accès des JAMO à un programme de mobilité dans un cadre non formel reste totalement d'actualité.

L'intérêt d'une catégorie JAMO consolidée ne se limite pas à la seule mesure de leur accès effectif au programme. En créant une catégorie antithétique sur les mêmes bases : « les jeunes avec plus d'opportunités » (JAPO), une autre approche du caractère équitable du programme est possible. Dans l'échantillon de répondants, les JAPO représentent **40 %**. Il est à noter que cette proportion est plus forte en France qu'au niveau de l'échantillon européen évoqué précédemment (30 %, hors non réponses).

Mais des performances d'apprentissage singulières

Si la mobilité internationale est un vecteur d'apprentissages, il importe non seulement d'appréhender en quoi ceux-ci consistent, mais aussi de savoir qui bénéficie le plus de ces apprentissages. Dans le cadre de ce rapport il s'agit alors de comparer les « performances » d'apprentissages des JAMO par rapport à celles des JAPO. Est-on en présence d'inégalités sur ce plan ? Si oui, comment se caractérisent-elles ? Dans le champ de l'éducation formelle, les inégalités de réussite scolaire sont très bien documentées (Duru-Bellat, Dubet, Rochex, Beaud, etc.). Les derniers résultats de PISA⁹ montrent par ailleurs qu'en France les écarts se creusent entre les plus performants et les moins performants en ce qui concerne les mathématiques et la lecture. En revanche, en ce qui concerne l'éducation non formelle, peu de travaux existent. Constate-t-on aussi un « effet Matthieu » à savoir que les plus favorisés tireraient plus de bénéfices de ces apprentissages non formels ? Le corpus de données recueillies dans l'enquête RAY-MON donne l'opportunité de combler ce manque de connaissances et de tester cette hypothèse.

Ces apprentissages sont déclinés dans le questionnaire de l'enquête RAY-MON en termes de connaissances (savoirs), attitudes (savoir-être) et compétences (savoir-faire). Les réponses reposent sur les déclarations des jeunes, comme déjà indiqué dans la partie 2, et relèvent donc de l'auto-évaluation.

| Les trois principaux thèmes de connaissances déclarées acquises par les JAMO portent sur la diversité culturelle, l'éducation non formelle, les discriminations mais leur intérêt est aussi marqué sur le développement personnel, le management de projets, l'esprit d'entreprendre, la citoyenneté active et l'Europe. Si on les compare aux JAPO, ils marquent une inclination certaine pour les questions concernant les publics discriminés (38 % contre 18 % chez les JAPO) ou encore la solidarité avec des personnes en difficulté (44 % contre 20 %), autrement dit pour des thèmes qui les renvoient à leur propre situation.

⁸ Résultats à paraître prochainement sur le site du centre de ressources SALTO /Inclusion.

⁹ OCDE, Principaux résultats de l'enquête PISA 2012, 2014.

| S'agissant des savoir-être, on observe, comme on pouvait s'y attendre au regard des connaissances disponibles, un bénéfice plus important pour les JAMO sur toutes les modalités relatives à l'évolution de leurs attitudes, qui concerne plus particulièrement la prise de confiance, l'adaptabilité au changement et l'expression de ses opinions et sentiments.

TABLEAU 22. ÉVOLUTION DES ATTITUDES. COMPARAISON JAMO/JAPO

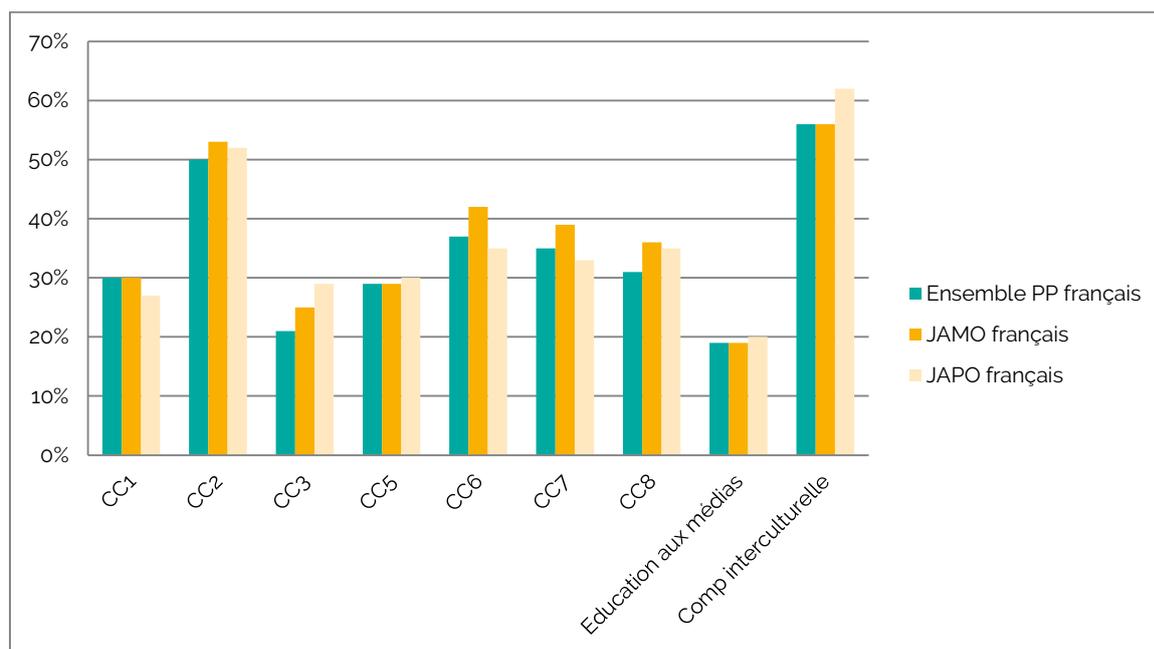
	JAPO Français	JAMO Français
	% Oui	% Oui
1 - J'ai plus confiance en moi	63 %	89 %
2 - Je sais mieux exprimer mes pensées et sentiments	58 %	84 %
3 - je prends davantage soin de ma santé	30 %	36 %
4 - Je suis plus autonome	61 %	74 %
5 - Je sais mieux faire face à de nouvelles situations	62 %	86 %
6 - Je sais mieux faire preuve d'empathie envers les autres	54 %	79 %
7 - Je sais mieux gérer les conflits	46 %	71 %
8 - J'ai appris à mieux me connaître	66 %	82 %
9 - Je connais mieux mes points forts et mes points faibles	61 %	77 %
10 - Je sais mieux entrer en relation avec des personnes différentes de moi	66 %	88 %
11 - Ma participation au projet n'a eu aucun effet particulier sur moi	15 %	16 %

Mais le registre d'apprentissages le plus important à observer est celui des compétences acquises (perçues). Le questionnaire se réfère pour mémoire aux huit compétences clés pour l'éducation tout au long de la vie définies au niveau européen.

Un score a été calculé pour chaque compétence à partir de l'échelle de réponses proposée, soit de 1 à 4 « de pas du tout » à « totalement ». Plus le score est élevé, plus l'affirmation d'acquisition d'une compétence est forte. Sachant que la moyenne de l'indicateur est de 3,12, les JAMO se distinguent par des scores d'acquisition plus élevés (3,15) contre 3,08 chez les JAPO ; en outre leurs scores sont aussi supérieurs à ceux des JAPO concernant deux compétences : les compétences sociales et civiques (CC6) et l'esprit d'initiative et d'entreprise (CC7) (3,3 contre 3,1) ; ils ont des scores identiques concernant la compétence en langue étrangère (CC2) et la compétence interculturelle. Les acquisitions les plus importantes chez les JAMO concernent donc des compétences transversales, davantage que de compétences cognitives. Une analyse restreinte à la modalité de réponse « totalement » aboutit aux mêmes résultats comme le montre le graphique suivant.

Par rapport au précédent programme, les JAMO semblent un peu moins tirer profit des apprentissages non formels, notamment en comparaison avec les participants « avec plus d'opportunités » car on rappellera que les analyses portant sur les résultats 2012-2014 avaient montré des scores d'apprentissage supérieurs chez les JAMO sur les huit compétences clés¹⁰.

GRAPHIQUE 25. COMPARAISON DES ACQUISITIONS DE COMPETENCES CHEZ LES PARTICIPANTS FRANÇAIS



Des parcours paraissant redynamisés

Au-delà des performances d'apprentissage, on note aussi un effet très positif de la participation au projet sur la vision des parcours futurs. Les écarts sont significativement marqués entre les JAMO et les JAPO concernant l'avenir professionnel (meilleure vision des objectifs et sentiment d'augmentation des chances de trouver un emploi) autant que la formation (notamment dans le cadre de l'éducation non formelle).

¹⁰ Labadie F., 2016, « Le programme européen "Jeunesse en action" au défi de l'équité. Le cas des jeunes avec moins d'opportunités », *Jeunesses : études et synthèses*, n° 32 (www.injep.fr/sites/default/files/documents/jes32_jamo_bd.pdf).

TABLEAU 24. EFFETS SUR LES PARCOURS INDIVIDUELS – COMPARAISON JAPO/JAMO FRANÇAIS

	JAPO Français	JAMO Français
	% d'accord ou tout à fait d'accord	% d'accord ou tout à fait d'accord
1 - J'ai une meilleure vision de mon parcours éducatif pour le futur	63 %	74 %
2 - J'ai une meilleure vision de mes aspirations et de mes objectifs professionnels	77 %	89 %
3 - Je comprends mieux mes options de carrière	65 %	69 %
4 - J'envisage de poursuivre mes études et ma formation	67 %	68 %
5 - J'ai l'intention de tirer profit de possibilités d'apprentissage dans le cadre de l'éducation non formelle	80 %	88 %
6 - J'ai pris conscience des compétences que je souhaite développer dans le futur	86 %	91 %
7 - J'envisage de développer mes compétences en langues étrangères	88 %	91 %
8 - J'ai établi des contacts avec des personnes d'autres pays, qui sont utiles pour mon développement professionnel	65 %	85 %
9 - Je pense que mes chances de trouver un emploi ont augmenté	62 %	71 %

SYNTHESE

En définitive, le bilan d'Erasmus + Jeunesse en action, en termes d'équité, est ambivalent : il est (encore) faible du point de vue de l'accès des jeunes avec moins d'opportunités ; c'est d'autant plus dommage si l'on considère les bénéfices importants qu'ils en tirent en termes d'apprentissages et la remobilisation que les projets semblent générer par rapport à la suite des parcours éducatifs et professionnels.

CINQUIÈME PARTIE. USAGES DU YOUTH PASS

Au vu des bénéfices en termes d'apprentissages et sur les parcours individuels, la question de la reconnaissance et de la validation des acquis mérite d'être posée. Plusieurs questions étaient adressées aux participants et aux responsables de projet sur le Youth Pass.

Préalablement, il convient de faire un rappel sur les différentes formes de reconnaissance, qui dépendent de qui reconnaît et pourquoi. Cette question a été très travaillée au niveau européen depuis le Livre blanc sur la jeunesse de 2001 et surtout au Conseil de l'Europe. L'une des références majeures en la matière est le document *Pathways 2.0*¹¹, qui distingue quatre types de reconnaissance¹² :

« La reconnaissance formelle signifie la 'validation' des résultats d'apprentissage et la 'certification' d'un processus d'apprentissage et/ou de ses résultats en émettant certificats ou diplômes, qui reconnaissent formellement les réalisations d'un individu ;

- la reconnaissance politique signifie la reconnaissance de l'éducation non formelle dans la législation et / ou l'inclusion de l'apprentissage / éducation non formelle dans les stratégies politiques et la participation des offreurs d'apprentissages non formels à ces stratégies,

- la reconnaissance sociale signifie que les acteurs sociaux reconnaissent la valeur des compétences acquises dans les milieux non formels et le travail accompli au sein de ces activités, y compris la valeur des organisations qui fournissent ce travail ;

- l'auto-reconnaissance signifie l'évaluation par l'individu de ses résultats d'apprentissage et la capacité d'utiliser ceux-ci dans d'autres domaines. »

Le Youth Pass relève de la reconnaissance formelle telle que définie ci-dessus.

Quels en sont les usages dans le cadre du programme Erasmus + Jeunesse en action ?

¹¹ Pathways 2.0 towards recognition on non-formal learning/education and of youth work in Europe (http://pjp-eu.coe.int/documents/1017981/3084932/Pathways_II_towards_recognition_of_non-formal_learning_Jan_2011.pdf/6af26afb-daff-4543-9253-da26460f8908).

¹² Plus récemment on renverra aussi à CEDEFOP (European Centre for the Development of Vocational Training), *Validation in the care and youth work sectors. Thematic report for the 2016 update of the European inventory on validation*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2016. (www.eqavet.eu/Libraries/2016_Publications/Validation_in_the_care_and_youth_work_sectors.sflb.ashx?download=true)

Usages du Youth Pass chez les participants

47 % des participants enquêtés déclarent posséder le Youth Pass, 30 % ne l'ont pas mais aussi 26 % répondent « j'en sais pas ». On est loin de la délivrance quasi systématique du Youth Pass comme c'est le cas dans certains pays, par exemple en Turquie (94 % « oui »)¹³. Pour ceux qui l'ont obtenue, la délivrance du Youth Pass s'est faite au cours du dernier projet dans le cadre de la KA105 (89 %) (contre 69 % dans le cadre du TCA), ce qui veut dire en d'autres termes que 30 % de participants au TCA l'ont obtenu dans un projet antérieur. Par ailleurs 62 % des participants ont été impliqués dans la réflexion ou l'auto-évaluation de leurs compétences en amont de la délivrance du Youth Pass.

Seuls 23 % des détenteurs du Youth Pass disent l'avoir utilisé. Parmi ces derniers, deux tiers disent que cela a été utile dans l'obtention d'un emploi, d'un stage ou la poursuite d'études mais 29 % ne savent pas.

L'usage du Youth Pass en France reste donc plutôt limité et pas nécessairement utile. Qu'en disent les responsables de projet ?

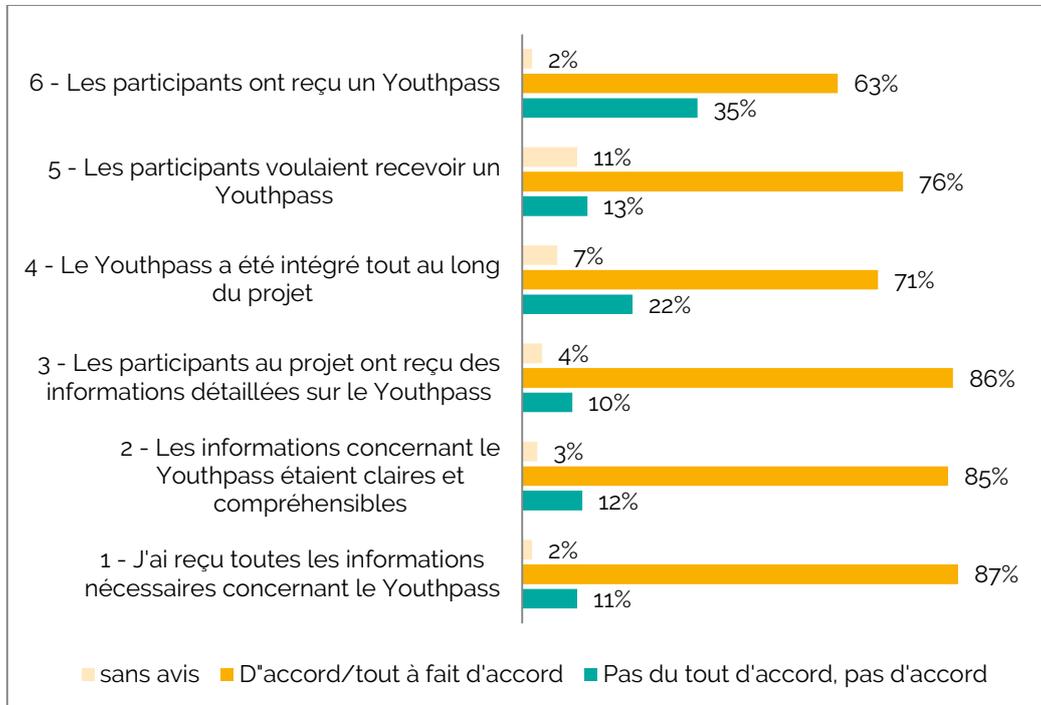
Usages du Youth Pass chez les responsables de projet

Chez les responsables de projets, la proportion d'utilisateurs du Youth Pass est de 49 %. Mais 42 % ne répondent pas ou répondent « ne sais pas ». Les responsables les plus enclins à recourir au Youth Pass sont ceux de projets SVE et, dans une moindre mesure, d'actions de mobilité des travailleurs de jeunesse

Selon ceux qui ont utilisé le Youth Pass (champ concerné par le graphique suivant), les conditions d'information étaient bonnes (clarté et disponibilité de celles-ci), attentes fortes de trois quarts des participants de ces projets. *A contrario*, on peut émettre l'hypothèse que ceux qui ne l'ont pas utilisé n'ont pas rencontré ces conditions. L'usage amplifié du Youth Pass supposerait qu'une plus grande attention soit apportée à sa mise en œuvre.

¹³ RAY Turkey national report 2016, Agence nationale turque, 2017.

GRAPHIQUE 26. USAGES DU YOUTH PASS PAR LES PL



Conclusion

Les résultats de l'enquête RAY-MON 2015-2016 présentent l'intérêt de rendre compte pour la première fois – depuis le lancement du programme Erasmus + Jeunesse en action - des profils des bénéficiaires, des responsables de projet et de leurs organisations, ainsi que des effets perçus de ce programme sur ces derniers. De ce fait, les résultats sont inédits tout en permettant des comparaisons avec le précédent programme Jeunesse en action.

Aussi il est apparu intéressant de structurer les conclusions autour des évolutions et des continuités qui ressortent à l'analyse.

Ce qui évolue

Un certain nombre d'évolutions découlent de la conception du programme Erasmus + Jeunesse en action : d'une part l'importance accordée au travail de jeunesse dans la stratégie européenne de jeunesse se traduit par une action nouvelle « Mobilité des travailleurs de jeunesse » répondant à la volonté de favoriser la montée en compétences de ces professionnels, particulièrement dans le champ de la mobilité internationale, et partant, de favoriser la professionnalisation dans le champ ; d'autre part, la création d'une action clé spécifique dédiée au dialogue structuré permet de soutenir de manière plus ciblée les projets contribuant au renforcement de la citoyenneté chez les jeunes, en favorisant la délibération, la consultation, la concertation. L'objectif ici n'est pas nouveau puisque la dimension de la « citoyenneté » est de longue date la marque distinctive du programme par rapport au programme Erasmus + Formation tout au long de la vie. Mais il est plus clairement identifié qu'auparavant.

L'enquête réalisée permet d'identifier les incidences de ces transformations :

– Dans les caractéristiques des projets : on observe une diversification des thématiques des activités conduites dans les projets et en particulier, une importance nouvelle donnée aux questions relatives à la jeunesse et aux politiques de jeunesse. Ce point mérite d'être souligné car il réduit l'écart entre la stratégie européenne de la jeunesse et le programme observé auparavant. On peut même dire que le programme opère de manière plus efficace comme instrument de mise en œuvre de la stratégie européenne de la jeunesse.

– Dans les profils des bénéficiaires : on n'a plus seulement affaire à une majorité d'étudiants, mais aussi à des professionnels, plus âgés et expérimentés (KA105 mobilité des travailleurs) et à des jeunes engagés dans des organisations (KA347 dialogue structuré), avec des motivations différenciées de participation aux projets. Ce point est aussi important car s'il se confirmait dans la prochaine vague d'enquête 2017-2018, il devrait entraîner à l'avenir une adaptation des démarches pédagogiques selon les publics concernés.

– Dans les effets perçus sur les apprentissages : les compétences acquises varient selon les actions clé. La KA347 répond bien à ses objectifs en permettant l'apprentissage de compétences citoyennes ; le TCA favorise le développement de l'esprit d'entreprise et la management de projets ; la KA105 renforce les compétences linguistiques et interculturelles. On notera aussi que l'aspiration à développer ses compétences linguistiques semble plus forte que par le passé, particulièrement chez les responsables de projet.

– Dans les effets perçus concernant l'orientation des trajectoires : en termes d'engagement, l'intérêt de contribuer plus qu'avant le projet au développement de la politique de jeunesse est fortement souligné tant par les participants que par les responsables de projet, ce qui confirme l'hypothèse de la meilleure efficacité du programme en tant qu'instrument de mise en œuvre de la stratégie européenne de jeunesse. En ce qui concerne les parcours professionnels, la participation au programme permet de prendre conscience de ses manques et de ses acquisitions en termes d'aptitudes, ce qui en d'autres termes permet de reconsidérer ses objectifs professionnels. C'est particulièrement le cas pour la KA105 mobilité des travailleurs de jeunesse et la KA218 (TCA). On voit donc que le SVE n'est plus la seule action permettant de développer des compétences et des perspectives professionnelles. Cette nouvelle donne devra aussi être prise en compte si l'on veut favoriser la professionnalisation dans le champ de la jeunesse.

Ce qui est confirmé

Le programme joue pleinement son rôle dans le cadre de l'éducation non formelle comme pourvoyeur d'apprentissages et de l'appétence à continuer à apprendre, à se perfectionner tout au long de la vie. Selon les enquêtés, ces apprentissages sont multiples et se déclinent en connaissances nouvelles, compétences variées et attitudes. Mais participer à un projet c'est aussi une expérience humaine particulièrement significative pour les jeunes, qui aide à se construire personnellement et à faire des choix dans son parcours.

Si la proportion des jeunes avec moins d'opportunités augmente un peu, il reste que le programme ne favorise pas encore – de manière générale – une véritable équité d'accès. Le constat ne concerne pas que la France mais tous les États membres comme le montre l'étude transnationale réalisée par le réseau RAY. Si l'objectif d'inclusion est réaffirmé, peut-être faudrait-il le cantonner à certaines actions comme le service volontaire européen ?

L'attribution du Youth Pass reste limitée même si elle progresse un peu, ce qui souligne le retard pris en France à travailler sur la reconnaissance des compétences acquises dans des activités d'éducation non formelle.

Bibliographie

Bammer D., Fennes H., Karsten A., 2017, *Exploring Erasmus + Youth in Action. Effects and outcomes of the Erasmus+ Youth in Action Programme from the perspective of project participants and project leaders, Transnational analysis 2015/2016*. Innsbruck 2017 (www.researchyouth.eu/results-erasmus-youth-in-action).

Bertoncini Y., 2008, *Encourager la mobilité des jeunes en Europe. Orientations stratégiques pour la France et l'Union européenne*, Centre d'analyse stratégique/La Documentation française, n° 15, (www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000194.pdf).

Bier B. « L'accompagnement des JAMO : clarifier les notions, penser l'action » in Brice Lesaunier, Laurence Gavarini (dir.) avec la collaboration de Caroline le Roy L'accompagnement des jeunes avec moins d'opportunités. L'exemple du programme Envie d'agir, INJEP, coll. « Les Cahiers de l'action » n°33, Paris, 2011.

Bouchaud N., 2011, *Les obstacles à l'accès des jeunes au service volontaire européen : contribution à l'étude d'un dispositif de volontariat*, INJEP/Rapport d'étude AFPEJA, (www.injep.fr/sites/default/files/documents/Bouchaud_DEF.pdf)

Carel S., Déloye F., Mazouin A., 2011, « La mobilité internationale des « jeunes avec moins d'opportunités » : retour d'expérience », *Bref du Céreq*, n° 293 (www.cereq.fr/publications/Cereq-Bref/La-mobilite-internationale-des-jeunes-avec-moins-d-opportunités-retour-d-experience).

Cortesero R., 2013, « La notion de compétence : clarifier le concept, en mesurer les enjeux », *Jeunes : études et synthèses*, n° 12, INJEP, (www.injep.fr/sites/default/files/documents/jes12_notion_de_competence.pdf).

Dirani A., Labadie F., 2013, « Gagner en compétences grâce au programme européen « Jeunesse en action » », *Jeunes : études et synthèses*, n° 15 (www.injep.fr/sites/default/files/documents/jes15_gagner_en_competences_96dpi.pdf).

European Parliament and Council, 2006, « Recommendation of the European Parliament and of the Council of 18 December 2006 on key competences for lifelong learning » (2006/962/EC), *Journal officiel de l'Union européenne* (<http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:394:0010:0018:EN:PDF>).

European Parliament and Council, 2013, « Regulation of the European Parliament and of the Council establishing "Erasmus+": The Union Programme for education, training, youth and sport and repealing », Decisions n° 1719/2006/EC, n° 1720/2006/EC and n° 1298/2008/EC, *Journal officiel de l'Union européenne* (http://www.erasmusplus.si/wp-content/uploads/2016/10/CELEX3A32013R12883AEN3ATXT_UredbaEN.pdf).

Fennes H., Gadinger S., Hagleitner W., 2012, *Exploring Youth in Action. Effects and Outcomes of the Youth in Action Programme from the Perspective of Project Participants and Project Leaders. Transnational analysis 2011*, Innsbruck, (https://www.jugendpolitikeneuropa.de/downloads/4-20-3292/RAY_Transnational_Analysis_2011_doublepage.pdf)

Geudens T., Hagleitner W., Labadie F., Stevens F., *International youth projects benefit most those with fewer opportunities*, SALTO Inclusion Resource Centre, 2015.

Kristensen S., 2013, « Mobility as a pedagogical tool for young people with fewer opportunities », in G.-J. Friesenhahn, H. Schild, H.-G. Wicke, K. Balogh (eds.), *Learning Mobility and Non-Formal Learning in European Contexts. Policies, Approaches and Examples*, Council of Europe publishing, p. 97-102.

Labadie F., 2016, « Le programme européen "Jeunesse en action" au défi de l'équité. Le cas des jeunes avec moins d'opportunités », *Jeunesses : études et synthèses*, n° 32 (www.injep.fr/sites/default/files/documents/jes32_jamo_bd.pdf).

Labadie F., Talleu C., 2015, « Développer la mobilité européenne et internationale des jeunes. Actions et dynamiques d'acteurs dans le cadre non formel », INJEP/Les Cahiers de l'action, n° 44 (www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2015-3.htm).

Labadie F., Talleu C., 2017 (à paraître), « Going abroad in order to cope. A « capacitating » experience with little support from institutions », in *Learning Mobility and Social Inclusion – Theory, Policy, Practice*, Knowledge book, Council of Europe publishing.

Lenoir Y., 2012, « Éducation scolaire, performance et équité sociale », *Linguarum Arena*, vol 3, p. 9-36 (<http://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/10947.pdf>).

Markovic J., Garcia Lopez M. A., Dzigurski S., 2015, *Finding a place in modern Europe*, Youth Partnership, Research-based analysis of Youth in action (RAY) network, 2014, *Youth in action makes a difference. Main research findings of RAY* (<https://goo.gl/Qa1z0i>).

Lima L. (dir.), 2013, *L'expertise sur autrui. L'individualisation des politiques sociales entre droit et jugements*, P.I.E Peter Lang, Bruxelles (Belgique).

Senyuva O., 2014, *EVS Competences for Employment*, EVS C4E Full Survey Report.

Talleu C., *L'accès des Jeunes avec moins d'opportunités à la mobilité internationale non formelle*, INJEP/Rapport d'étude, 2016 (www.researchyouth.net/wp-content/uploads/2013/07/Lacc%C3%A8s-des-jeunes-avec-moins-dopportunit%C3%A9s-...-pdf)

Talleu C., 2011, *La mobilité internationale dans un cadre non formel. Revue de littérature*, INJEP/Rapport d'étude (www.injep.fr/sites/default/files/documents/rapport-2017-03-mobilite.pdf)

Taru M., 2013, *A study on the effects of participation in a Youth in Action project on the level of competences*, Research-based analysis of Youth in action (RAY) network.

ANNEXES

Annexe 1. RAY_MON 2015/2016. Participants (PP) – Documentation and response rate

MON survey 2015/16 total							
total bef. upload	persons "reached"	%	responses total (bef. data cleaning)	%	responses total (after data cleaning)	%	countr.
2.185	1.987	90,94%	781	39,31%	619	31,15%	AT
27	25	92,59%	12	48,00%	11	44,00%	BEDE
1.930	1.780	92,23%	625	35,11%	470	26,40%	BEFL
764	686	89,79%	233	33,97%	170	24,78%	BEFR
1.058	878	82,99%	387	44,08%	273	31,09%	BG
4.774	4.522	94,72%	1.644	36,36%	1.193	26,38%	CZ
10.260	8.625	84,06%	2.969	34,42%	2.245	26,03%	DE
606	564	93,07%	206	36,52%	161	28,55%	DK
2.546	2.363	92,81%	905	38,30%	688	29,12%	EE
1.391	1.296	93,17%	618	47,69%	517	39,89%	ES
1.529	1.412	92,35%	549	38,88%	446	31,59%	FI
3.846	3.489	90,72%	1.104	31,64%	768	22,01%	FR
3.013	2.874	95,39%	1.172	40,78%	896	31,18%	HR
3.945	3.360	85,17%	1.184	35,24%	809	24,08%	HU
1.152	1.082	93,92%	301	27,82%	219	20,24%	IE
1.075	1.017	94,60%	434	42,67%	334	32,84%	IT
169	147	86,98%	43	29,25%	23	15,65%	LI
1.285	1.203	93,62%	447	37,16%	336	27,93%	LT
1.552	1.386	89,30%	408	29,44%	273	19,70%	LU
1.888	1.804	95,55%	749	41,52%	601	33,31%	LV
308	294	95,45%	98	33,33%	70	23,81%	MT
2.082	1.940	93,18%	795	40,98%	626	32,27%	NL
825	647	78,42%	140	21,64%	73	11,28%	NO
10.207	8.789	86,11%	2.747	31,25%	2.074	23,60%	PL
1.469	1.394	94,89%	538	38,59%	426	30,56%	PT
4.186	3.897	93,10%	1.540	39,52%	1.165	29,89%	RO
2.332	2.074	88,94%	660	31,82%	497	23,96%	SE
2.719	2.621	96,40%	935	35,67%	746	28,46%	SI
1.448	1.228	84,81%	400	32,57%	306	24,92%	SK
7.394	6.514	88,10%	2.593	39,81%	2.010	30,86%	TR
2.532	2.059	81,32%	617	29,97%	376	18,26%	UK
80.497	71.957	89,39%	25.834	35,90%	19.421	26,99%	Totals

ENQUÊTE RAY-MON 2015-2016 : RAPPORT FINAL DE LA FRANCE
ÉVALUATION DU PROGRAMME EUROPÉEN ERASMUS + JEUNESSE EN ACTION

RAY MON 2015/16, project leaders/team members (PL) - Documentation and response rates (only funding country!)

MON survey 2015/16 total							
total bef. upload	persons "reached"	%	responses total (bef. data cleaning)	%	responses total (after data cleaning)	%	countr.
284	260	91,55%	131	50,38%	117	45,00%	AT
10	10	100,00%	3	30,00%	1	10,00%	BEDE
265	259	97,74%	105	40,54%	80	30,89%	BEFL
80	79	98,75%	40	50,63%	32	40,51%	BEFR
84	82	97,62%	35	42,68%	30	36,59%	BG
1.007	974	96,72%	322	33,06%	230	23,61%	CZ
1.618	1.488	91,97%	641	43,08%	550	36,96%	DE
62	61	98,39%	35	57,38%	28	45,90%	DK
362	354	97,79%	160	45,20%	132	37,29%	EE
151	149	98,68%	93	62,42%	84	56,38%	ES
253	248	98,02%	113	45,56%	101	40,73%	FI
631	599	94,93%	272	45,41%	197	32,89%	FR
446	433	97,09%	219	50,58%	185	42,73%	HR
332	316	95,18%	155	49,05%	130	41,14%	HU
139	135	97,12%	56	41,48%	48	35,56%	IE
166	164	98,80%	90	54,88%	70	42,68%	IT
12	12	100,00%	7	58,33%	6	50,00%	LI
158	154	97,47%	71	46,10%	61	39,61%	LT
152	149	98,03%	48	32,21%	36	24,16%	LU
271	268	98,89%	124	46,27%	102	38,06%	LV
12	12	100,00%	7	58,33%	4	33,33%	MT
367	363	98,91%	158	43,53%	131	36,09%	NL
28	24	85,71%	11	45,83%	10	41,67%	NO
700	673	96,14%	449	66,72%	376	55,87%	PL
240	236	98,33%	121	51,27%	104	44,07%	PT
426	422	99,06%	233	55,21%	196	46,45%	RO
385	369	95,84%	153	41,46%	122	33,06%	SE
366	356	97,27%	158	44,38%	136	38,20%	SI
206	198	96,12%	96	48,48%	78	39,39%	SK
928	881	94,94%	388	44,04%	319	36,21%	TR
475	449	94,53%	155	34,52%	110	24,50%	UK
10.616	9.285	87,46%	4.649	50,07%	3.806	40,99%	Totals

Annexe 2. Modifications of data sets of RAY Monitoring Surveys in 2015/2016

Research-based Analysis and Monitoring of Youth in Action – RAY

Documentation of the modification of the data sets of RAY Monitoring surveys of Erasmus+: Youth in Action projects in 2015/16

Response data of project participants

The data set with a total of N= 25,845 response records was cleaned according to the following procedures:

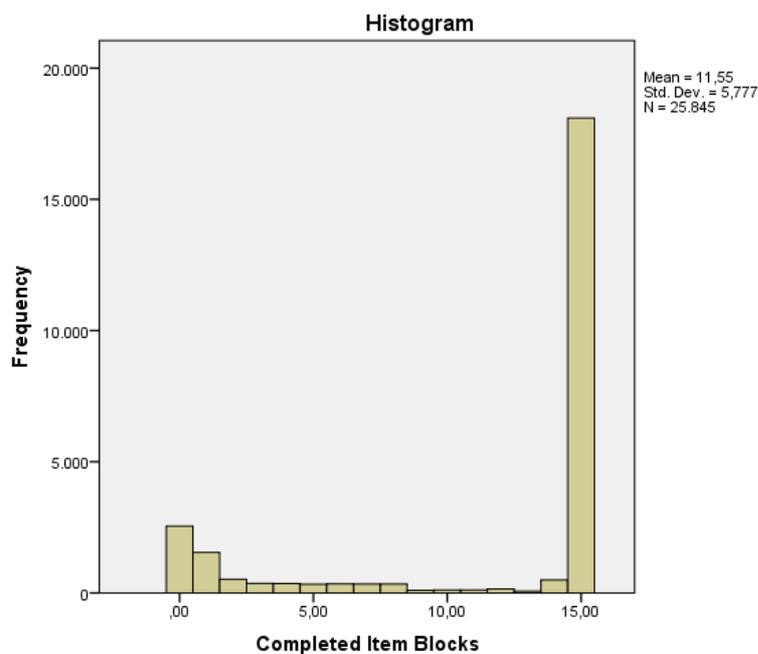
1. Analysis of missing values

15 blocks of items (25 questions) were checked for missing values:

blocks	items (LimeSurvey number plus code)		
1.	1 q1GEND 2 q2AGE 9 q8PAYfee	gender age payment fee	profile 1
2.	8 q7PJIMPL (1-7)	satisfaction, participation	project implementation
3.	11 q10KNOW (1-24)	knowledge (E+/YiA)	competences 1
4.	12 q11aKC1 (1-7)	LLL skills 1	competences 2.1
5.	13 q11bKC2 (8-14)	LLL skills 1	competences 2.2
6.	14 q12EFFcit (1-10)	citizenship practice	practice
7.	15 q13EFintl (1-7)	mobility, network, action	intentions
8.	16 q14EFFedu (1-9)	educ./professional career	competence 3
9.	23 q19EFFval (1-11)	citizenship values	competence 4
10.	24 q20PERS (1-11)	personal development	competence 5
11.	33 q23LANG1 34 q24LANGFAM1 35 q25LANGFAM2	first language family language other languages spoken	migration, minority
12.	37 q27MOBEXP (1-16) 38 q28SIMPJ1	mobility experience similar project experience	mobility experience
13.	48 q34OCC (1-9) 57 q35EDUtype (1-5)	occupation last 12 months education last 12 months	profile 2
14.	46 q32EDU 62 q36EDUf 63 q36EDUm	highest educational att. highest educ. att. father highest educ. att. mother	profile 3
15.	64 q38FAIR 65 q39OBST (1-4) 67 q41PARMIN	fair share obstacles minority affiliation	fewer opportunities/ minority

Completed item-blocks¹

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	,00	2547	9,9	9,9	9,9
	1,00	1544	6,0	6,0	15,8
	2,00	523	2,0	2,0	17,9
	3,00	366	1,4	1,4	19,3
	4,00	357	1,4	1,4	20,7
	5,00	336	1,3	1,3	22,0
	6,00	346	1,3	1,3	23,3
	7,00	342	1,3	1,3	24,6
	8,00	342	1,3	1,3	25,9
	9,00	98	,4	,4	26,3
	10,00	114	,4	,4	26,8
	11,00	115	,4	,4	27,2
	12,00	152	,6	,6	27,8
	13,00	68	,3	,3	28,1
	14,00	498	1,9	1,9	30,0
	15,00	18097	70,0	70,0	100,0
Total		25845	100,0	100,0	



4,980 cases (19,3 %) who worked on three or less of the 15 item-blocks, were deleted.

Result: N=20,865

¹ „Completed item-block” means that at least one item in an item-block was ticked/answered.

Note: For the transnational analysis, all cases of respondents who worked on ≤ 7 of the 15 item blocks will be deleted. Countries with a sufficient number of responses are encouraged to delete more cases, using the derived variable “completed_item_blocks”.

2. Analysis of duration between the end of the activity/project and the date when the questionnaire was completed

- 53 cases deleted: activity-end-date after the datestamp (= date when the questionnaire was saved);
- 53 cases deleted: activity/project-end-date ≤ 2 months before the datestamp;
- 127 cases for which the activity end was not known were deleted;
- 2,337 cases with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the datestamp **have NOT been deleted** although this does not comply with the common sampling standards (activities/projects ending between 2 and 10 months before the survey = datestamp). [Note: the surveys in October 2015 started with a delay of around 1 month, resulting in a longer period between activity/project-end-date and the datestamp; furthermore, some RAY partners have included contact data of participants of projects ending in 2014. RAY partners in countries with small numbers of respondents might have to include responses which do not meet the common standards for the samples. RAY partners with a sufficient number of respondents are recommended to delete responses with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the datestamp, using the variable “diff.days”. For the transnational analysis, responses with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the datestamp will be deleted.]

Result: N=20,632

3. Analysis of age indicated by respondents vs. funding criteria

It is possible that also project leaders/team members were included in the contact data provided by RAY partners. Therefore, the age indicated in question 2 was compared with the respective funding criteria of the respective activity type² according to the programme guide.

It needs to be noted that those not answering the question about the age of the respondent (q2PARAGE), which was not an obligatory question, could also not have met the funding criteria. These responses have not yet been deleted, but will be deleted for the transnational analysis.

The following cases were deleted based on this comparison, allowing a tolerance of up to one year since in many cases only the year of birth is known:

² The variable “activity.type.cat” shows a simplified categorisation of activity types

Key Action/ activity type	age limits according to the programme guide	deleted
KA105 / YOUTH-EXCH*	13 – 30	1 case with age <12** 226 cases with age >31**
KA105 / YOUTH-VOL*	17 – 30	1 cases with age < 16** 7 cases with age >31**
KA105 / YOUTH-TNYW* YOUTH-APV-EXCH	no age limit	n. a. (no age limit)
KA218 = TCA	no age limit	n. a. (no age limit)
KA347	13 – 30 (plus practitioners and policy makers without age limit)	1 cases with age <12**

* no matter if they included E+/YiA Partner Countries or not;

** age at the activity start date; cases with age > 31 were deleted since they could also have been project leaders and were invited to the survey for participants by mistake.

11 cases were deleted since either no activity start date or no age was available.

RAY partners can further limit the cases using the variable “age” (= the age at the activity start) and “key_act_typ”.

Result: N=20,385

4. Compulsory question

Question 3 (q3PJTY) is a filter question, showing certain questions only to participants in mobility projects for youth workers and TCA, and certain questions only to participants of projects for young people (youth exchanges, European Voluntary Service, structured dialogue).

Result: N=20,385

5. Analysis of the correlation between the “key action” and “activity type” as indicated in E+Link / the contact data provided by RAY partners and the response to question 3

The response records included also the specific Key Action and activity type under which the respective project was actually funded (which was included in the contact data through which participants were invited to the survey). At the same time, the respondents also had to answer a question on the type of activity they participated in (q3PJTY – “The project I participated in was a ...”). This question is necessary since participants could receive different questions depending on the Key Action/activity type under which their project was funded. Therefore, it is also an obligatory question. For the surveys in 2015/16, this question served as a filter question to ask special questions only to participants in Key Action 1 – Mobility of Youth Workers or in TCA, and to ask special questions only to participants in activities for young people (youth exchanges, European voluntary service projects, structured dialogue).

This question is also relevant because it can be used as a test if the participants invited to the survey respond with respect to the project they are being asked about: participants might have taken part in more than one youth project during the year before the survey and might respond to another type of project than the one they are being asked about.

This becomes relevant, in particular, in case the survey results are differentiated by Key Actions or by activity types. It might be necessary to delete more response for this kind of analysis. This will be taken into consideration for the transnational analysis.

A cross-tabulation of the actual Key Actions/activity types under which the projects were funded and the responses of participants to question 3 (q3PJTY) is shown in the table below:

		Variables "key action" and "activity type"					Total
		KA 1, Youth Exchange = KA105, YOUTH-EXCH	KA 1, EVS = KA105, YOUTH-VOL	KA 3, Structured Dialogue = KA347	KA 1, Mobility of Youth Workers or TCA = KA105, YOUTH-TNYW or KA218	KA 1, APV = KA 105, YOUTH-APV-EXCH	
"3. The project I participated in was a ..."	... project with young people such as an exchange of groups of young people (Key Action 1 – Youth Exchange)	7,763	19	319	1,958***	209	10,268
	... European voluntary service project (Key Action 1 – EVS)	204	782	51*	193*	8	1,238
	... meeting between young people and those responsible for youth policy (Key Action 3 – 'Structured Dialogue')	276	2*	940	326***	2	1,546
	... project for/with youth workers and/or youth leaders (Key Action 1 – Mobility of Youth Workers or a TCA activity).	551****	8*	164*	4,920	18	5,661
	Don't know or don't remember	823**	6**	216**	619**	8	1,672**
Total		9,617	817	1,690	8,016	245	20,385

Association measures according to the contingency coefficient: 0.75

The respondents reflected in the cells shaded in grey allocated their project to the corresponding activity type, thus these responses are definitely used for the analysis.

A number of respondents allocated their project to a different activity type, but this can mostly be explained in a plausible way (e.g., a KA 1 Youth Exchange might involve youth workers and youth leaders meeting the age criteria for KA 1 Youth Exchanges etc.) These cases are also used for the analysis.

* 418 cases (2,1% of 20,385) were deleted because there is no plausible explanation why the respondents were not able to allocate the project they were being asked about reasonably to the respective Key Action/activity type thus the answers could refer to another project than the one the participants were asked about.³

³ Discussed and agreed by the RAY Monitoring Working Group

** 1,672 respondents ticked “Don’t know or don’t remember”, thus could have responded to another project not funded through Erasmus+: Youth in Action at all. These cases were analysed with respect to question 9: “Was this project funded by the European Union?”. 591 of the 1,672 cases were deleted because they responded to this question “no” or “I do not know”.

*** These cases need a special analysis: they concern participants in projects for/with youth workers or youth leaders (KA 1/Mobility of Youth Workers or TCA) who received questions for/with young people, in particular questions concerning the status of young people with fewer opportunities or with special needs; they could not respond to questions only relevant for youth workers/youth leaders, but their other responses would be relevant as for all other participants; therefore, responses would still be valuable for this study.

**** These cases need a special analysis: they concern participants in projects for/with young people (youth exchanges, European voluntary service, structured dialogue) choosing “a project for/with youth workers or youth leaders”; they received specific questions, which might not make sense for them, because they are specifically aimed at participants in projects for/with youth leaders; at the same time, they did not receive questions which could provided information if they are young people with fewer opportunities or with special needs.

The variable “keyaction_according” allows to limit the data-set to the criteria described in the table below.

keyaction_according (including deleted cases)

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	responses in line with the actual Key Action/activity type	15468	75,9	75,9	75,9
	* responses not in line with the actual Key Action/activity type – deleted	418	2,1	2,1	77,9
	*** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of respondents	2284	11,2	11,2	89,1
	**** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of respondents	551	2,7	2,7	91,8
	** response „don't know ...“ to question 3 and „yes“ to question 9 (EU-funding)	1073	5,3	5,3	97,1
	** response „don't know ...“ to question 3 and „no“ or „don't know“ to question 9 (EU funding) – deleted	591	2,9	2,9	100,0
Total		20385	100,0	100,0	

		keyaction_according (excluding deleted cases)			
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	responses in line with the actual Key Action/activity type	15468	79,8	79,8	79,8
	*** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of respondents	2284	11,8	11,8	91,6
	**** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of respondents	551	2,8	2,8	94,5
	** response „don't know ...“ to question 3 and „yes“ to question 9 (EU-funding)	1073	5,5	5,5	100,0
	Total	19376	100,0	100,0	

Result: N = 19,376

RAY research partners are recommended to limit their data set according to these criteria for a differentiated analysis by Key Action/activity type. For a more rigid limitation the variables “activity_type_cat” and “key_act_typ_2” can be used.

Research-based Analysis and Monitoring of Youth in Action – RAY

Documentation of the modification of the data sets of RAY Monitoring surveys in Erasmus+: Youth in Action projects in 2015

Response data of project leaders/team members

The data set with a total of N= 4,649 response records was cleaned according to the following procedures:

1. Analysis of missing values

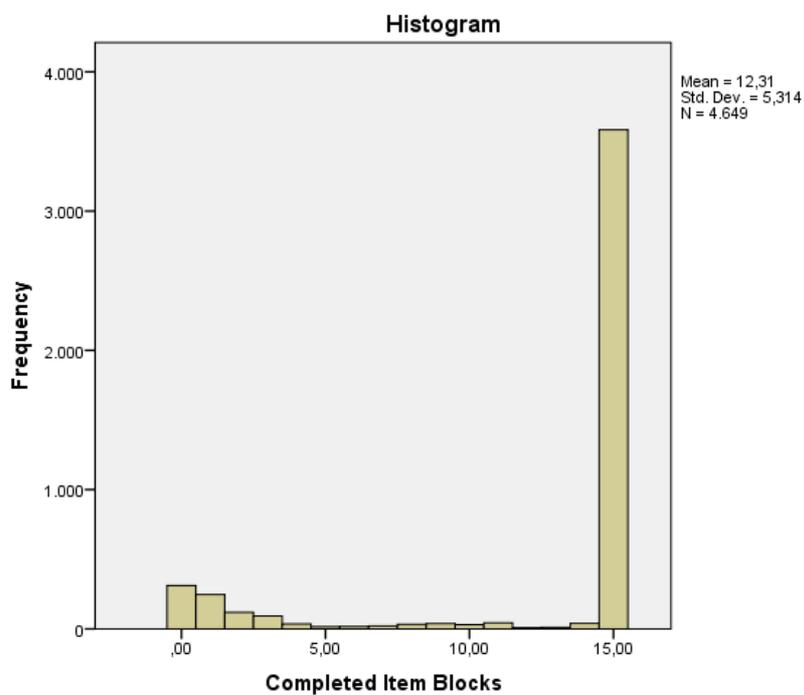
15 blocks of items (26questions) were checked for missing values:

blocks	items (Limesurvey-Nummer plus Code)		
1.	1 q1GEND 2 q2AGE	gender age	PL profile 1
2.	7 q6PJTHEME (1-23)	project themes	project themes
3.	8 q7aPJOBJ1 (1-9) 9 q7bPJOBJ2 (1-9)	programme objectives achievement	project effects 1
4.	10 q8PPEFF (1-10)	PP effects	PP effects 1
5.	11 q9PPKC (1-7)	PP LLL skills development	PP effects 2
6.	12 q10aPLKC1 (1-6) 13 q10bPLKC2 (7-11)	PL LLL skills 1 PL LLL skills 2	PL effects 1
7.	14 q11EFFcit (1-8)	PL citizenship practice & attitudes	PL effects 2
8.	15 q12EFFedu (1-9)	mobility, educational & professional career	PL effects 3
9.	16 q13aYWC1 (1-8)	PL YW competences	PL competences 1
10.	17 q13bYWC2 (9-15) 18 q13cYWC3 (16-21))	PL YW competences PL YW competences	PL competences 2 PL competences 3
11.	19 q14EFForg (1-13) 20 q15EFFcomm (1-9)	effects on organisation effects on community	project effects 2
12.	26 q17EMPLPJ 27 q18ROLEPJ 28 q19PRES PJ	PL project employment PL project role/function PL project presence	PL project involvement
13.	29 q20INFO (1-12) 31 q21YIAEXP1 (1-3)	PL access to E+/YiA PL experience E+/YiA&YiA	PL profile 2
14.	33 q22EDU 34 q22aEDUyrs 35 q23OCC (1-8)	PL highest educational att. PL years formal education PL occupation last 12 mon.	PL profile 3
15.	43 q25LANG1 44 q26MIN1	PL first language PL minority affiliation	PL profile 4

* Numbering according to the English version of the questionnaire

Completed item-blocks⁴

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	,00	311	6,7	6,7	6,7
	1,00	247	5,3	5,3	12,0
	2,00	118	2,5	2,5	14,5
	3,00	93	2,0	2,0	16,5
	4,00	36	,8	,8	17,3
	5,00	16	,3	,3	17,7
	6,00	17	,4	,4	18,0
	7,00	21	,5	,5	18,5
	8,00	33	,7	,7	19,2
	9,00	38	,8	,8	20,0
	10,00	31	,7	,7	20,7
	11,00	44	,9	,9	21,6
	12,00	9	,2	,2	21,8
	13,00	11	,2	,2	22,0
	14,00	40	,9	,9	22,9
	15,00	3584	77,1	77,1	100,0
Total		4649	100,0	100,0	



676 cases (14,5%) who worked on two or less of the 15 item-blocks were deleted.

⁴ „Completed item-block” means that at least one item in an item-block was ticked/answered.

[Note: it is more likely for project leaders/team members to be invited to the RAY surveys repeatedly than for project participants – many project leaders organise E+/YiA projects on a regular basis while project participants rather change from year to year. This is also confirmed by the survey data on previous participation. Therefore, it is likely that project leaders who already completed the monitoring questionnaire leave the online survey once they have realised that it has not changed much. Another likely reason for leaving the survey after a few questions is that the contact data of project leaders might be retrieved from E+Link, where frequently youth leaders/workers are recorded who rather have an organisational than an educational (socio-pedagogic) function and who then often cannot answer questions on the implementation and effects of the project on the actors involved. Therefore, the percentage of cases, which are deleted here is considerably higher than for the data set of project participants.]

Result: N=3,973

[Note: For the transnational analysis, all cases of respondents who worked on ≤ 7 of the 15 item-blocks will be deleted. Countries with a sufficient number of responses are encouraged to delete more cases, using the derived variable “completed_item_blocks”.]

2. Analysis of duration between the end of the activity/project and the date when the questionnaire was completed

- 6 cases deleted: activity-end-date after the timestamp (= date when the questionnaire was saved);
- 6 cases deleted: activity/project-end-date ≤ 2 months before the timestamp;
- 17 cases for which the activity end was not known were deleted;

765 cases with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the timestamp **were NOT deleted** although this does not comply with the common sampling standards (activities/projects ending between 2 and 10 months before the survey = timestamp). [Note: the surveys planned for October 2015 started with a delay of around 3 months, resulting in a longer period between activity/project-end-date and the timestamp; furthermore, RAY partners might have included contact data of participants of projects ending in 2014. RAY partners in countries with small numbers of respondents might have to include responses which do not meet the common standards for the samples. RAY partners with a sufficient number of respondents are recommended to delete responses with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the timestamp, using the variable “diff.days”. For the transnational analysis, responses with an activity/project-end-date ≥ 11 months before the timestamp will be deleted.]

Result: N=3,944

3. Analysis of the correlation between the (sub-) Action as indicated in YouthLink and the “type of project” as indicated by the respondents

The response records included also the specific Key Action and activity type under which the respective project was actually funded (which was included in the contact data through which participants were invited to the survey). At the same time, the respondents also had to answer a question on the type of activity they were involved in (q3PJTYP – “The project I am being asked about was a ...”). This question is necessary since project leaders could receive different questions depending on the Key Action/activity type under which their project was funded. Therefore, it is also an obligatory question. For the surveys in 2015/16, this question served as a filter question to ask special questions only to project leaders in Key Action 1 – Mobility of Youth Workers or in TCA, and to ask special questions only to project leaders of activities for young people (youth exchanges, European voluntary service projects, structured dialogue).

This question is also relevant because it can be used as a test if the project leaders invited to the survey respond with respect to the project they are being asked about: project leaders might have been involved in more than one youth project during the year before the survey and might respond to another type of project than the one they are being asked about.

This becomes relevant, in particular, in case the survey results are differentiated by Key Actions or by activity types. It might be necessary to delete more response for this kind of analysis. This will be taken into consideration for the transnational analysis.

15 cases were deleted because they had no valid entry for the activity type.

Result: N = 3,929

A cross-tabulation of the actual Key Actions/activity types under which the projects were funded and the responses of project leaders to question 3 (q3PJTYP) is shown in the table below:

		Variables "key action" and "activity type"					Total
		KA 1, Youth Exchange = KA105, YOUTH-EXCH	KA 1, EVS = KA105, YOUTH-VOL	KA 3, Structured Dialogue = KA347	KA 1, Mobility of Youth Workers or TCA = KA105, YOUTH-TNYW or KA218	KA 1, APV = KA 105, YOUTH-APV-EXCH	
"3. The project I participated in was a ..."	... project with young people such as an exchange of groups of young people (Key Action 1 – Youth Exchange)	2,500	1*	18	155***	11	2,685
	... European voluntary service project (Key Action 1 – EVS)	16	81	2*	6*	0	105
	... meeting between young people and those responsible for youth policy (Key Action 3 – 'Structured Dialogue')	32	0*	75	14***	0	121
	... project for/with youth workers and/or youth leaders (Key Action 1 – Mobility of Youth Workers or a TCA activity).	92***	2*	4*	810	0	908
	Don't know or don't remember	72**	1**	8**	27**	2	110
	Total	2,712	85	107	1,012	13	3,929

Association measures according to the contingency coefficient: 0.80.

The respondents reflected in the cells shaded in grey allocated their project to the corresponding activity type, thus these responses are definitely used for the analysis.

A number of respondents allocated their project to a different activity type, but this can mostly be explained in a plausible way (e.g., a KA 1 Youth Exchange might involve youth workers and youth leaders meeting the age criteria for KA 1 Youth Exchanges etc.) These cases are also used for the analysis.

* 15 cases (0.4% of 3,929) were deleted because there is no plausible explanation why the respondents were not able to allocate the project they were being asked about reasonably to the respective Key Action/activity type; thus, the answers could refer to another project than the one the participants were asked about.⁵

** 108 respondents ticked "Don't know or don't remember", thus could have responded to another project not funded through Erasmus+: Youth in Action at all. These cases were deleted.

*** These cases need a special analysis: they concern project leaders in projects for/with youth workers or youth leaders (KA 1/Mobility of Youth Workers or TCA) who received a questions for a project with young people, in particular questions concerning the status of participants with fewer opportunities or with special needs; at the same time, they could not respond to questions only

⁵ Discussed and agreed by the RAY Monitoring Working Group

relevant for projects with youth workers/youth leaders, but their other responses would be relevant as for all other participants; therefore, responses would still be valuable for this study.

**** These cases need a special analysis: they concern project leaders in projects for/with young people (youth exchanges, European voluntary service, structured dialogue) choosing “a project for/with youth workers or youth leaders”; they received specific questions, which might not make sense for them, because they are specifically aimed at project leaders of projects for/with youth leaders; at the same time, they did not receive questions which could provided information if project participants were young people with fewer opportunities or with special needs.

The variable “keyaction_according” allows to limit the data-set to the criteria described in the table below.

		keyaction_according			
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	responses in line with the actual Key Action/activity type	3545	93,1	93,1	93,1
	*** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of the respondent	169	4,4	4,4	97,6
	**** responses not according to actual KeyAction/activity type, but very likely due to a misunderstanding on the side of the respondent	92	2,4	2,4	100,0
	Total	3806	100,0	100,0	

Result: N = 3,806

RAY research partners are recommended to limit their data set according to these criteria for a differentiated analysis by Key Action/activity type. For a more rigid limitation the variables “activity_type_cat” and “key_act_typ” can be used.

[Version 20160530]

■ Novembre 2017

■ INJEPR-2017/08

ENQUÊTE RAY-MON 2015-2016 : RAPPORT FINAL DE LA FRANCE ÉVALUATION DU PROGRAMME EUROPÉEN ERASMUS + JEUNESSE EN ACTION

Quels sont les effets (perçus) du programme européen Erasmus+ Jeunesse en action sur les jeunes, les travailleurs et les animateurs de jeunesse impliqués dans les projets financés par ce programme, ainsi que sur les organisations portant les projets ? Qu'apprennent-les bénéficiaires et les responsables de projet à travers leur participation à ces projets ? Quelles compétences acquièrent-ils et comment ? Quels sont les effets sur les organisations, institutions, structures et communautés impliquées dans le programme ? Les objectifs et priorités du programme Erasmus+ Jeunesse en action, en particulier la promotion de la citoyenneté active et la participation dans la société civile, l'intégration sociale des jeunes - notamment ceux ayant moins d'opportunités -, ou encore la montée en compétences et la mise en réseau des travailleurs de jeunesse sont-ils réalisés ? Telles sont les principales questions auxquelles différentes études menées à l'initiative du réseau européen RAY depuis plusieurs années cherchent à répondre.

Les objectifs poursuivis par le réseau RAY visent à mettre à disposition des acteurs et des décideurs des données sur les résultats et les effets des actions, utiles au pilotage et à la mise en œuvre de ce programme, mais aussi à construire des connaissances sur la mobilité d'apprentissage comme sur le travail de jeunesse, ainsi qu'à comprendre les processus d'apprentissage à l'œuvre, liés à des activités d'éducation non formelle. Les enquêtes et études conduites présentent ainsi une dimension évaluative orientée vers l'action, mais aussi une dimension scientifique à des fins de connaissance.

Ce rapport national présente les résultats des deux vagues de l'enquête RAY-MON conduite par l'INJEP en France en novembre 2015, mars 2016. Les données portent sur des projets financés par l'agence française en 2015, donnant lieu à l'accueil de jeunes étrangers dans notre pays mais aussi à l'envoi de jeunes Français dans les pays couverts par le programme Erasmus+ Jeunesse en action.

